IMT Nuremberg Archives

H – 4509

International Court of Justice

H4509 - 0002

OFFICE OF CHIEF OF COUNSEL FOR WAR CRIMES

EVIDENCE DIVISION

Date : 28.8.48

I certify that Document Number UK-76 was introduced into evidence as Exhibit Number RF-329 in the Trial by the International Military Tribunal of Hermann GOERING, et al, which commenced on 20 November 1945, and that the attached photostat is a true and correct copy of the original.

Fred Niebergall

Fred NIEBERGALL
Chief, Document
Control Branch.

H4509 - 0003

C E R T I F I C A T E

I hereby certify that the annexed document UK - 76 No. RF-329 is a photostat of an original document submitted in evidence by the ~~United States~~ French Prosecution under this number. The original document has been withdrawn in accordance with Rule 10 of the International Military Tribunal, and to the best of my knowledge and belief is to be held at the National Archives, Washington D.C. .

Nürnberg, 20. 8. 48

Paul Joosten

PAUL A. JOOSTEN

General Secretary
International Military
Tribunal

H4509 – 0004

Traduit et déposé au greffe allemand

RAPPORT PRESENTE AU TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL PAR LE GOUVERNEMENT BELGE PAR L'INTERMEDIAIRE DES REPRESENTANTS DU MINISTERE PUBLIC DES PUISSANCES SIGNATAIRE DE L'ACCORD DU 8 AOUT 1945.

Le présent rapport, contenant trente et une page, est certifié authentique, liassé et scellé par Nous, M. de BAER, représentant de la Belgique à la United Nations War Crimes Commission, Président de la Cour Militaire de Belgique en Grande-Bretagne, le 5 octobre 1945.

M. de Baer

KRIJGSHOF-GRIFFIE COUR MILITAIRE-GREFFE

49042

T A B L E

		Pages
Chapitre I.	Tortures et extermination dans les camps de concentration.	2
Chapitre II.	Aassassinats et mauvais traitements de civils par la police allemande.	17
Chapitre III.	Atrocités et crimes commis par les troupes allemandes lors de la libération du territoire belge en 1944.	21
Chapitre IV.	Rapport sur des déportations en Belgique.	22
Chapitre V.	Rapport sur la germanisation des territoires occupés.	25
Chapitre VI.	Rapport sur le dépouillement économique de la Belgique par les Allemands.	29
Chapitre VII.	Indication des sources où ont été puisés les éléments du présent rapport.	31

B 49043

H4509 – 0005

Chapitre I

TORTURES ET EXTERMINATION DANS LES CAMPS DE CONCENTRATION

Les souffrances, privations, mauvais traitements et tortures subis par les hommes, femmes et enfants des territoires occupés dans les camps de concentration en Allemagne ainsi que leur extermination systématique par divers procédés (fusillade, pendaison, chambres à gaz de divers modèles, privation de nourriture, asphyxie, etc..) sont maintenant assez connus pour qu'il soit inutile d'y insister.

Parmi les camps de concentration où il est certain que de nombreux sujets belges furent ainsi mis à mort il y a lieu de citer notamment les camps de :

Oswiecim (Auschwitz)
Birkenau
Dachau
Mauthausen Gusen
Maidanek (Lublin)
Buchenwald
Natzweiler
Belsen
Dora
Ravensbruck
Vucht
Rheinbach
Mienburg
Neuengamme
Kala.

Il est impossible en ce moment d'évaluer le nombre de Belges qui ont péri dans chacun de ces camps.

La similarité des procédés de tortures et d'extermination employés dans tous ces camps révèle d'une façon certaine l'existence d'un plan préméditè dont sont responsables les dirigeants du Nazisme.

x x
x

Le rapport qui suit a trait plus spécialement aux atrocités qui ont été commises en Belgique, et notamment au camp de concentration de Breendonck.

B 49044

H4509 – 0006

H4509 – 0007

RAPPORT SUR LE CAMP DE CONCENTRATION DE BREENDONCK

Les Allemands occupèrent le Fort de Breendonck à la fin du mois d'août 1940. Les premiers prisonniers arrivèrent en septembre 1940, pour la plupart des Juifs. Il est malaisé de déterminer le nombre exact de personnes qui furent internées à Breendonck de septembre 1940 jusqu'au mois d'août 1944, date de l'évacuation du camp.

Voici les chiffres qui nous ont été communiqués par l'Association Nationale des Rescapés de Breendonck :

Prisonniers passés par Breendonck	: 3.000 à 3.600, dont une douzaine de femmes;
Morts de privations, sévices, tortures	: environ 250;
Morts par fusillage	: 450;
Morts par pendaison	: 12.

Il y a lieu de tenir compte du fait que la majorité des prisonniers de Breendonck ont été transférés par groupe, vers des camps d'Allemagne, à diverses époques. Comme il suffisait d'un séjour de 4 à 5 mois à Breendonck pour ruiner la santé de l'homme le plus robuste, pour lui faire perdre le quart de son poids normal, on comprendra aisément qu'après être passé par L'enfer de Breendonck le prisonnier se trouvait dans les conditions les plus défavorables pour supporter les rigueurs des camps allemands. Par conséquent, aux chiffres de décès à Breendonck même, mentionnés plus haut, il convient d'ajouter tous ceux qui n'ont pu survivre à leur captivité en Allemagne, après y avoir été transférés.

Chapitre I

Diverses catégories de détenus.

Les personnes internées à Breendonck n'avaient en général été ni condamnées, ni jugées; certaines n'avaient même pas été interrogées. Elles se trouvaient être en détention "de protection" pour une durée indéterminée. Nul ne savait quand, ni s'il serait un jour libéré ou exécuté; tous étaient soumis au même régime, sous l'autorité absolue et arbitraire de leurs gardiens qui avaient sur chacun droit de vie ou de mort.

Il existait cependant différentes catégories de prisonniers. Avant d'examiner la classification établie par les Allemands, arbitraire et artificielle, nous essayerons de ranger les prisonniers en nous en tenant à des critères plus objectifs.

1. Les Juifs :

Nombreux durant les années 1940, 1941 et 1942, il n'en restait plus que quelques-uns en 1943 et 1944. Ils appartenaient à toutes les nationalités, avec une forte majorité de belges. Leur présence à Breendonck était en général motivée uniquement par leur race, bien qu'il y eut également des prisonniers politiques juifs. En 1943 et 1944 la plupart des Juifs avaient été transférés en Allemagne et en Pologne, d'où il n'en revint pour ainsi

49045

H4509 – 0008

dire pas. Ils furent soumis aux pires traitements à Breendonck mais la réalité tragique nous oblige à dire qu'il reste très peu de témoins survivants des crimes commis contre les Juifs. Ils vivaient séparés des "aryens", dans des chambres à part, mais sur le chantier de travail les équipes de Juifs et d'"aryens" voisinaient.

2. Les "Aryens":

Ici, il y a lieu de faire des sous-distinctions :

(a) Les Communistes et Marxistes.

De nombreux Communistes furent amenés à Breendonck dans les jours qui suivirent le 22 juin 1941, date de l'agression allemande contre l'U.R.S.S. Il y en aurait eu environ 150 dans la période juin-septembre 1941, mais il convient d'y ajouter des gens qui n'étaient soupçonnés que d'être "sympathisants" au Communisme. A titre d'exemple, il suffisait pour être classé dans cette catégorie d'avoir fait un voyage en Russie soviétique ou encore de s'être laissé porter, avant guerre, sur une liste d'abonnés à une publication de la IIIe. Internationale.

(b) Les personnes faisant partie de mouvements de résistance à l'ennemi.

(c) Les personnes dénoncées aux Allemands par leurs ennemis personnels. Les dénonciations se faisaient fréquemment par lettres anonymes et dans la plupart des cas ceux qui en étaient victimes se trouvaient internés en ignorant le motif de leur arrestation.

(d) Les otages. A titre d'exemple, nous citerons le cas de M. BOUCHERY, ancien ministre, et de M. VAN KESSEKEK, député libéral, qui furent internés dix semaines à Breendonck pour expier l'éclatement d'une grenade d'origine indéterminée sur la Grand'Place de Malines. Tous deux sont morts après leur libération, des suites des mauvais traitements.

(e) Les trafiquants du marché noir.

Il paraît qu'en 1940, sur une quarantaine de prisonniers non-Juifs les trois quarts étaient des gens condamnés pour trafic de marchandises ou devises. Ils n'étaient du reste pas maltraités et bénéficiaient d'un régime de faveur. Dans la suite cette catégorie de détenus a disparu.

Voici, communiqué par l'Association Nationale des Rescapés de Breendonck, le nombre approximatif de prisonniers aux différentes époques :

	1940	1941	1942	1943	1944
Juifs : environ	80	400	180	50	45
Non-Juifs : environ	40	550	450	650	600

Chapitre II

Les dirigeants et le personnel du camp de Breendonck.

(a) Les SS allemands.

La direction du camp de Breendonck était entre les mains

B 49046

H4509 - 0009

de la Geheimstadtspolizei (Gestapo). Ce furent donc les SS (Schutz Staffel : formations de protection du régime nazi) qui régnèrent en maîtres absolus à Breendonck et nous verrons que tous, à une ou deux exceptions près, peuvent être considérés comme des criminels, coupables de mauvais traitements, d'actes de cruauté, sinon d'assassinats de prisonniers.

Voici les noms des officiers et sous-officiers : Sturmbannführer SCHMIDT, Sturmbannführer SCHONWETTER, Untersturmführer PRAUSS, Hauptsturmführer LAMOTTE, Obersturmführer KATSCHUSTER, Hauptsturmführer STECKMANN, Obersturmführer KAMPER, Untersturmführer LAIS, Untersturmführer WILLEMS, Hauptscharführer MÜLLER, Hauptscharführer ZIMMERMANN, Unterscharführer NORMAN, Hauptscharführer FRANZ, Oberscharführer EHLERT, Unterscharführer CUNZELEIT, Scharführer HERTEL.

(b) La garde du camp.

Il y avait également en permanence à Breendonck un détachement de la Wehrmacht qui assurait la garde du fort : une quarantaine d'hommes renouvelés tous les trois ou quatre mois. Ce contingent était régulièrement fourni par une unité de l'armée cantonnée à Malines. Il était assisté par une douzaine de SS belges venant de la Sicherheitsdients de Bruxelles, relevés tous les 15 jours. Ainsi le camp était-il entouré d'une ceinture de sentinelles, renforcée la nuit par des patrouilles circulant à l'intérieur et à l'extérieur du fort. Sur la coupole principale du fort se trouvait en permanence un poste de vigie muni de fusils mitrailleurs et de grenades. Aux heures de travail des gardes supplémentaires, parfois armés de mitraillettes veillaient à empêcher toute tentative d'évasion. Il fut assez fréquent que ces hommes signalent aux SS belges les détenus qui manquaient d'ardeur au travail.

(c) Les SS belges.

La plupart des SS belges arrivèrent au camp de Breendonck en septembre 1941. Ils furent à Breendonck des auxiliaires des SS allemands et y remplirent diverses fonctions : surveillance du travail des détenus, employés de bureau, interprètes, etc... Leur nombre a varié suivant les époques, entre 8 et 12 hommes. Les plus cruels furent WISS, DEBODT (véritables tueurs), BRUSSELEERS, RAES, PELLEMANS.

Il convient d'ajouter qu'en avril et mai 1944, un renfort de quelques SS roumains et hongrois fut chargé de suppléer à la surveillance du travail. Ils furent, d'une manière générale, très brutaux envers les prisonniers mais il ne nous est pas possible de caractériser leur attitude, individuellement. Voici leurs noms : SNEIDER, CAIVTER, MARIANZUCK, KRAFT, PACSIUS, WAIZER, KROPIVSED.

(d) Les Arbeitsführers.

Parmi les détenus, le lieutenant PRAUSS désignait des Arbeitsführers, c'est-à-dire des chefs d'équipes de travail. Ceux-ci surveillaient le travail de leur équipe (10, 20 parfois 50 hommes suivant les périodes) sous la direction des SS. Ils cumulaient parfois cette fonction avec celle de chef de chambrée, responsable de l'ordre et

49047

H4509 – 0010

de la propreté de la chambrée. Certains de ces Arbeitsführers remplirent leur fonction en cherchant à soustraire leurs camarades aux brutalités des SS., d'autres mirent au contraire tout leur zèle au service des tortionnaires. Nous ne mentionnerons ici les noms que des Arbeitsführers dont la conduite a motivé des plaintes.

Parmi les Arbeitsführers aryens, un certain DEVOS Valère (Arbeitsführer pendant plus de trois ans) fut le plus brutal. Tous les prisonniers passés par ses mains eurent à en souffrir, plusieurs sont morts des suites de ses mauvais traitements ou de ses dénonciations aux SS. DAUBERIE Fernand fut également un Arbeitsführer extrêmement brutal envers ses camarades. Responsable de la mort de deux prisonniers, il a été récemment exécuté. Quant à DEVOS, il serait mort en Allemagne, à Buchenwald.

Les Juifs eurent surtout à souffrir de l'Arbeitsführer OBLER, originaire de Vienne. Ce dernier peut être assimilé aux pires SS par ses brutalités et actes de cruautés. C'est pour ce motif qu'il jouissait de la confiance absolue du lieutenant PRAUSS et du major SCHMIDT qui lui confièrent le titre d'Oberarbeitsführer. De ce fait ses pouvoirs s'étendaient à tous les détenus, Juifs et non-Juifs. Il a quitté le camp de Breendonck en septembre 1943, pour être transféré en Allemagne. Se sont également faits les complices des SS dans leurs fonctions de Arbeitsführer : KAHN, HERMAN, SCHLANDT Léon, ainsi que LEWIN, ZAHLI (ce dernier est actuellement arrêté).

Chapitre III

Le régime et l'organisation du camp.

1. Les "Häftlingen" et les "Arrestanten". Les Chambres et les Cellules.

Les prisonniers "Häftlingen" étaient soumis au travail obligatoire et vivaient dans des chambrées, en commun.

Il y avait en tout douze chambrées, dont six étaient destinées aux Juifs et 6 pour les "aryens". Chaque chambrée pouvait contenir 48 hommes logés dans 16 lits à triple couchette, avec un matelas et une couverture, hiver comme été. Le chef de chambrée devait veiller à ce qu'il y règne un ordre impeccable : couvertures pliées militairement, alignement des lits et des paillasses. Les prisonniers étaient dans leur chambrée de 8 h. du soir à 5½ h. du matin et une heure à midi pour y prendre leur repas. Ce sont les seuls moments où ils jouissaient d'un certain répit bien qu'à tout instant un SS puisse surgir et leur infliger une punition collective sous prétexte de désordre dans la chambrée ou encore parce que le chef de chambrée n'a pas crié suffisamment rapidement "Achtung". Une punition fréquente consistait à obliger les détenus à ramper sous les lits et à se redresser au commandement. Ces mouvements s'exécutaient à coups de cravache (nerf de boeuf renforcé par des fils d'acier) du lieutenant PRAUSS ou de WEIS. Ce dernier prenait également parfois plaisir à piétiner les détenus lorsqu'ils étaient étendus à terre.

Les prisonniers "Arrestanten" étaient isolés des autres détenus dès leur arrivée au camp. Leur cas étant considéré

B 49048

H4509 – 0011

comme grave, la Sicherheitsdienst qui a procédé à leur arrestation (Anvers, Bruxelles, Charleroi) ordonne de placer le détenu en cellule. Au bout d'un temps très variable et après un ou plusieurs interrogatoires toujours accompagnés de sévices, il sera placé dans les chambrées et deviendra Häfling.

Jusqu'au début de 1943 il y avait 10 cellules à Breendonck. A cette date on en a construit 28 nouvelles en raison du nombre croissant d'arrestations provoqué par l'activité des mouvements de Résistance. A aucun moment les cellules n'ont suffi à contenir tous les prisonniers "Arrestanten". C'est pour ce motif qu'on a placé dans les chambrées; ceux-ci ne sortaient de la chambrée que deux fois par jour pour satisfaire leurs besoins, coiffés d'une cagoule et conduits par un gardien. Durant toute la journée ils devaient rester debout, au pied du lit.

Les cellules mesuraient 1,95 m. de long et 1, 40 m. de large; la porte contenait une trappe inférieure qui servait à passer la nourriture et une trappe supérieure, plus petite par laquelle la sentinelle pouvait à tout instant voir ce qui se passait à l'intérieur de la cellule (la sentinelle circulait dans les couloirs séparant les deux rangées de cellules). Une planche attachée au mur était rabattue de 8 h. du soir à 6 h. du matin. C'était le lit du prisonnier. Celui-ci devait rester debout du matin au soir, car durant la journée la planche était relevée et fixée au mur. Fréquemment les prisonniers en cellule portaient des menottes, parfois même des entraves aux pieds. Une de ces cellules contient des anneaux de fer fixés au mur pour y attacher les pieds. Nous savons notamment que ces anneaux ont été utilisés pour un prisonnier qui avait tenté de s'échapper, un certain DUMONCEAU (qui fut dans la suite exécuté à Breendonck).

Une fois par jour le prisonnier cellulaire coiffé de la cagoule, était conduit aux lavatories par une sentinelle de la Wehrmacht pour y vider son seau hygiénique. Ce trajet s'accompagnait presque toujours de coups. Souvent la sentinelle allemande prenait plaisir à diriger le prisonnier dans une mauvaise direction pour qu'il se heurte contre un obstacle. C'est ainsi qu'à la suite d'une de ces manoeuvres, M. PAQUET (qui a passé 8 mois en cellule) ayant voulu soulever la cagoule pour s'orienter, reçut un violent coup de crosse de fusil (qui lui brisa trois vertèbres dans la nuque).

La vie des prisonniers en cellule était intenable : humidité, obscurité complète, silence absolu, debout de 6 heures du matin à 8 heures du soir, alimentation moindre encore que celle des "Häflingen", craintes continuelles d'interrogatoires accompagnés de supplices, aucun soin en cas de maladie.

2. Discipline, travail, actes de brutalité, meurtres.

Les détenus étaient astreints à une discipline militaire, qui s'accompagnait de brutalité entraînant bien souvent la mort. Tous les commandements étaient donnés en allemand, ils devaient marcher au pas pour se rendre au travail et l'alignement devait être impeccable. La moindre erreur commise dans l'interprétation d'un commandement entraînait des coups qui étendaient fréquemment la victime sur le sol. Suivant l'humeur du SS, celle-ci pouvait se relever ou était battue jusqu'à évanouissement, parfois jusqu'à la mort. Le travail commençait à 8 h. et se terminait à 17½ h. avec une pose de 1½ h. pour le repas de midi. Toutefois durant l'été de 1941 le travail fut

49045

H4509 – 0012

effectué dans interruption de 6 h. à 14 h. Souvent le dimanche matin, le lieutenant PRAUSS imposait des heures supplémentaires de travail. Sur le chemin du travail les prisonniers étaient parfois astreints à ramper ou à s'allonger sur le sol, sans abandonner leur pelle. Alors qu'ils revenaient épuisés par une interminable journée de labeur, ils étaient parfois forcés de faire pendant une heure du pas de course dans la cour du fort avant de pouvoir rentrer dans leur chambrée. Ceux qui tombaient d'épuisement étaient battus jusqu'à ce qu'ils se relèvent.

Le travail des prisonniers consistait à dégarnir le fort des terres qui le recouvraient pour les transporter à l'extérieur du fossé de ronde entourant le fort. Tout au long de ce fossé d'eau s'est édifié par ce labeur une berge large et élevée qui soustrait le bâtiment aux vues de l'extérieur. Les débris de béton et de pierres arrachés des coupoles désaffectées et transportés à bras d'hommes par les détenus servaient d'assise au talus des berges. Ce travail, aussi pénible qu'inutile, entraînait la perte d'innombrables vies humaines.

Le sable était transporté sur des wagonnets d'une charge de 1000 Kos. qui devaient être remplis par quatre hommes en cinq minutes. Ces wagonnets étaient poussés par quatre hommes sur une longueur de 200 à 300 mètres. Le matériel étant défectueux il arrivait fréquemment qu'un wagonnet déraille; les hommes épuisés devaient remettre la lourde charge sur les rails, sous les coups des SS. Ceux-ci montaient parfois sur les bennes et à coups de triques ils activaient l'allure, ce qui provoquait inévitablement des collisions avec les wagonnets précédents.

Le SS WYSS admet que ces collisions ont entraîné des accidents, les jambes des prisonniers étant coincées entre les wagonnets.

D'autres prisonniers poussaient des brouettes lourdement chargées de pierres ou de sable. Ces brouettes étaient caduques et rouillées; les roues s'enfonçaient dans la boue. Et cependant au moindre arrêt un SS se précipitait sur le détenu et le rouait de coups.

Le transport à bras d'hommes des gros morceaux de béton ou de pierre était aussi extrêmement pénible. Hiver comme été les prisonniers ne pouvaient garder leur veste au travail. Les aspérités de ces lourdes pierres écorchaient les épaules décharnées des prisonniers. A la moindre défaillance le détenu était obligé d'effectuer le transport au pas de course.

Une punition fréquente à Breendonck consistait à obliger un prisonnier à travailler durant toute une journée avec un havre-sac contenant 30 à 40 Kos de pierres sur le dos. Le poids moyen des prisonniers variant entre 40 et 55 Kos., il est aisé de réaliser l'effort surhumain que devait faire le supplicié pour résister à pareille épreuve. Certains en sont morts le lendemain (tel Roger PAQUETTE, de Marcinelle).

Sur le lieu de travail les SS WYSS, DE BODT, BRUSSELEERS, VERMEULEN, assistés souvent du lieutenant PRAUSS ont commis tant d'atrocités qu'il nous est impossible de les dénombrer. Il n'est pas un prisonnier de Breendonck qui n'ait été témoin ou victime de sévices ou de meurtres.

Il est arrivé fréquemment que sans motif des prisonniers

soient jetés dans le fossé entourant le fort. Des dizaines de prisonniers y ont été noyés, tandis que ces malheureux cherchaient à regagner la berge, les SS leur jetaient des pelletées de sable et les repoussaient dans l'eau à coups de pelle.

Des prisonniers ont été enterrés jusqu'au cou après avoir été sauvagement battus. Les SS se plaisaient alors à leur jeter du sable sur le visage. Ce jeu durait parfois une heure ou deux et lorsque les victimes étaient sur le point d'expirer elles étaient achevées à coups de poings et de bottes.

Les corps des victimes étaient généralement jetés dans une brouette et conduits au camp à l'heure où se terminait le travail. Il est arrivé un jour qu'un prisonnier juif ramène le corps de son propre frère; il était de plus contraint de chanter le chant des Juifs de Breendonck. Tous les Juifs devaient, en effet, spécialement lorsque certains d'entre-eux avaient été tués, entonner en marchant le chant de Breendonck, qui contenait notamment : "Wir werden Breendonck nimmer vergessen, Breendonck, das Paradis der Juden".

D'innombrables témoignages d'anciens prisonniers relatent en détail certaines scènes d'atrocités commises à Breendonck par les SS. Il faudrait pouvoir lire toutes les déclarations des rescapés pour avoir une idée de l'atmosphère qui régnait dans ce camp. Certains actes des SS dépassent en horreur tout ce que l'on peut concevoir. Parmi les rescapés eux-mêmes rares sont ceux qui sont exempts de lésion ou de maladie.

3. Nourriture, vêtements, correspondance.

Les prisonniers de Breendonck ont atrocement souffert de la faim. Ils ne recevaient à manger que le lendemain du jour de leur arrivée, à midi. S'ils arrivaient le matin, ils restaient donc un jour et demi sans manger.

Les rations ont varié d'une période à l'autre.

En 1940 : 225 gr. de pain matin et soir.
En 1941 : un bol de liquide noirâtre le matin (café), une louche de soupe à midi (eau, légumes et quelques pommes de terre), 400 gr. de pain le soir.
En 1942 : café le matin, soupe à midi, 225 gr. de pain, 20 gr. de beurre ou margarine, 5 morceaux de sucre le soir.
En 1943 : idem jusqu'en septembre.
Septembre 1943-1944 : café le matin, soupe assez épaisse le midi, 400 à 500 gr. de pain, 25 gr. de beurre, 25 gr. de fromage, 5 morceaux de sucre le soir.

La famille des prisonniers a toujours pu apporter des colis au camp.....Mais ce n'est qu'à certaines époques qu'ils furent partiellement distribués (de 1940 à mars 1941, trois derniers mois de 1941 et d'avril à octobre 1942). Rien de ce qui fut amené à Breendonck en dehors de ces époques ne fut remis aux détenus; ces colis furent partagés entre les SS.

L'amélioration du régime alimentaire à la fin de l'année 1943 est due uniquement à l'intervention de l'oeuvre belge du "Foyer Léopold III", qui amenait chaque semaine

49651

H4509 – 0013

H4509 – 0014

un camion de vivres pour les prisonniers : pommes de terre, pain, beurre, sardines, légumes, macaroni, etc.... Les SS allemands et belges (particulièrement SCHUETTER, KAMPER, FRANZ, NORMAN et CUYT) s'accaparaient de 40 % des denrées qu'ils revendaient ou dirigeaient vers l'Allemagne. Des sous-vêtements furent également livrés par le "Foyer Léopold III" mais la majorité ne fut pas distribuée. C'est ainsi que sur 3000 chandails arrivés en janvier 1943, 1000 chandails furent volés par les SS et cependant les prisonniers étaient vêtus misérablement : ancienne tenue de l'armée belge sans capote; sabots ou vieux souliers; une chemise (lavée toutes les 6 semaines); certains eurent la chance de pouvoir garder leur pull-over personnel, les autres plaçaient du papier sous leur chemise pour se préserver du froid en hiver.

Soumis aux travaux les plus lours en recevant une alimentation à ce point déficiente, il est normal que d'innombrables personnes soient mortes d'épuisement. Les Allemands appelaient cette maladie "marasme ".

Voici à titre indicatif le poids de quelques personnes prises au hasard à leur entrée et à leur sortie du camp de Breendonck :

RIVIERE, Raymond : 65 Kos., au bout de 3 mois 45 Kos.
BRACONS, Joseph : 75 Kos., au bout de 6 mois 42 Kos.
THOMIS, Jules : en un mois perte de 15 Kos.
VAN HOORDE, Joseph : 92 Kos, au bout de 4 mois 47 Kos.

La famine fut telle à Breendonck que les prisonniers étaient sans cesse à la recherche de quelque chose de comestible : épluchures de pommes de terre, déchets ramassés dans une poubelle, racines de certaines plantes. Malheur à eux s'ils étaient trouvés en possession de ce supplément de nourriture; il en est qui pour ce motif ont été battus à mort. Les détenus qui travaillaient au potager étaient placés sous la surveillance du jardinier VAN PRAET qui s'empressait de faire châtier tout prisonnier qui se serait avisé de mordre dans une carotte ou une pomme de terre crue.

Jusqu'au 22 juin 1941 tous les prisonniers ont pu écrire et recevoir une lettre par mois. A partir de cette date, seuls les prisonniers dont le mandat d'arrêt ne portait pas la mention "Postsperre" purent correspondre, soit en moyenne une quinzaine pour tout le camp. Les prisonniers "Arrestanten" n'ont jamais pu écrire. Les condamnés à mort ont très rarement pu écrire une lettre avant de monter au poteau d'exécution. Par contre les prisonniers juifs non-politiques ont eu en général la possibilité d'écrire de temps en temps une lettre.

4. Hygiène et soins médicaux.

Il n'est pas exagéré de dire qu'il n'y avait au camp de Breendonck ni hygiène ni soins médicaux.

Les prisonniers avaient trois minutes le matin pour se laver le torse et le visage, sans savon. Une fois par semaine ils étaient alignés en plein air dans la cour du camp, entièrement nus pour être conduits aux douches.

Les prisonniers étaient couverts de poux. Pour s'être un jour permis de le signaler au lieutenant TRAUSS, ils furent privés en plein hiver et durant trois semaines, de leurs couvertures, paillasses, chandails, chemises, caleçons et

B 49052

H4509 – 0015

chaussettes. Cette mesure, accompagnée de nombreux coups, fut prise à titre de punition !

Il existait à Breendonck une infirmerie mais il fallait être mourant pour y être admis.

Le personnel médical se composait du médecin prisonnier lui-même qui ne disposait d'aucun pouvoir (Dr. SINGER jusqu'en février 1943, Dr. KASMAN, VAN WIN, SIEKENS) et des infirmiers, sous-officiers sanitaires de la Wehrmacht. Ceux-ci surveillaient le travail des médecins qui ne pouvaient faire admettre un malade à l'infirmerie sans leur approbation préalable. Mais en dernier ressort, c'est le lieutenant PRAUSS qui décidait souverainement.

Le matin peu après le réveil des détenus le médecin conduisait à l'infirmerie les malades (il est arrivé fréquemment qu'ils soient accueillis par des coups que leur donnait l'infirmier). Ceux qui n'étaient pas gravement atteints (plaies, furonclos, etc...) étaient sommairement soignés; les détenus qui ne sentaient plus capables de travailler en faisait la demande à l'infirmier qui décidait si leur cas devait être signalé au lieutenant PRAUSS. Au moment du rassemblement des prisonniers dans la cour pour le départ au travail, tous les détenus devaient être présents. Ceux qui n'étaient plus capables de marcher étaient soutenus par leurs camarades. A l'arrivée du lieutenant PRAUSS, l'infirmier lui présentait la liste des demandes d'exemption de travail; les malades sortaient des rangs et d'un coup d'oeil rapide le lieutenant PRAUSS statuait sur leur sort. Si le prisonnier était jugé apte au travail, il était régulièrement battu.

Tous les mois les détenus étaient pesés. Il est vraisemblable que cette pesée n'avait qu'un but expérimental qui consistait à vérifier la capacité de résistance du corps humain soumis à un régime déterminé.

Une inspection médicale faite par un médecin de la Wehrmacht venant de l'extérieur avait lieu une ou deux fois par semaine pour les malades à l'infirmerie et tous les 15 jours pour les autres détenus. Ceux-ci, entièrement dévêtus, devaient souvent attendre plus de deux heures dans les couloirs humides et froids avant d'être examinés.

Le tortionnaire WYSS a déclaré que lorsque le médecin de la Wehrmacht ordonnait qu'un détenu fût placé à l'infirmerie, ou prescrivait un travail plus léger, le lieutenant PRAUSS n'obéissait pas toujours à cet ordre. WYSS ajoute que lors des deux inspections du camp par un général médecin, le commandant avait été prévenu et PRAUSS a donné ordre de retirer des cellules, peu avant l'inspection, les prisonniers qui avaient été les plus maltraités au cours des interrogatoires. Au moment de l'inspection, ces prisonniers furent conduits aux douches. Ils furent néanmoins découverts par le général médecin. Malgré tout, aucune amélioration ne fut apportée au régime du camp. D'après le SS DE SAFTEL une de ces inspections eut lieu en 1941. Etaient présents : von CRAUSHAAR, remplaçant le général von FALKENHAUSEN, REEDER et le général médecin BLUM (?).

Toutes les maladies ont régné à Breendonck; la furonculose a atteint presque tous les détenus, les plaies résultant des coups ou des morsures du chien du major SCHMIDT mettaient des mois à se refermer. L'infirmier ne disposait que d'un nombre extrêmement réduit de médicaments : iode, pommade plus au moins désinfectante, aspirine. Pratiquement le seul avantage d'être admis à l'infirmerie était d'être exempt du travail et à l'abri des coups. Néanmoins les malades devaient

H4509 - 0016

faire certains travaux légers : épluchage des pommes de terre par exemple. De plus, ils furent parfois battus par les infirmiers et le lieutenant PRAUSS .

5. Interrogatoire, chambre de tortures.

Tous les prisonniers qui furent interrogés à Breendonck furent battus et maltraités, à très peu d'exceptions près. Il n'était d'ailleurs pas nécessaire d'être interrogé pour être battus puisqu'aussi bien les détenus dès leur arrivée au camp, lorsqu'ils passaient par le bureau de Müller pour être dépouillés de tous leurs objets, recevaient régulièrement des coups de poings et de cravache des SS . Cette façon de procéder visait incontestablement à placer le prisonnier, dès son arrivée au camp, sous l'emprise de la crainte.

Lorsqu'il s'agissait d'interrogatoire selon les cas et l'humeur des policiers de la Gestapo et des SS, les moyens les plus divers de provoquer la souffrance et d'inspirer la terreur furent utilisés.

C'est à cette fin que fut aménagé, dans le courant d'août-septembre 1942, sur ordre du lieutenant PRAUSS et du major SCHMIDT, la salle de tortures du camp de Breendonck (appelée "Buncker" par les SS).

Les prisonniers qui passèrent par la salle de tortures furent soumis aux supplices les plus raffinés. Au préalable, ils étaient toujours entièrement dévêtus. Les mains derrière le dos, ils étaient soulevés de terre par traction au moyen d'une corde accrochée aux menottes et passant dans une poulie. Cette position provoquait une atroce souffrance aux épaules et aux poignets. Tandis qu'ils étaient ainsi suspendus les SS les battaient à coups de nerfs de boeuf, en se relayant (particulièrement le lieutenant PRAUSS, les SS flamands WYSS et DE BODT). Un assemblage de planches disposées de façon à former un angle aigu était placé sous la poulie de telle sorte que lorsqu'on détendait la corde, le prisonnier s'affaissait et de tout son poids reposait sur ces planches qui lui coupaient les genoux. Le prisonnier était aussi fréquemment couché à plat ventre sur une table et lié; il était soumis, dans cette position, aux coups les plus violents jusqu'à ce qu'il avoue ou s'évanouisse. Des détenus ont également été jetés sur une planche garnie de clous; un ancien supplicié rapporte qu'alors qu'il s'y trouvait le major SCHMIDT, le lieutenant PRAUSS et les SS WYSS et DE BODT lui passèrent sur le corps, à la suite de quoi il s'évanouit. Ce même prisonnier (M. Van Noorde, passé trois fois à la salle de tortures) reçut des jets de vapeur sur la plante des pieds ce qui provoqua des cloches extrêmement douloureuses dans les jours qui suivirent. Sa tête fut entourée d'une corde munie d'un bâton qui servait, en le tournant, à serrer toujours davantage la boîte crânienne. Madame Paquet a connu la presse dans laquelle on provoquait l'écrasement des doigts. Transférée plus tard à la prison de St.Gilles elle y perdit les ongles. D'autres ont subi l'application d'un courant électrique aux parties les plus sensibles du corps (il semble notamment que ce supplice ait été infligé à M. Sevens, Substitut du Procureur du Roi à Anvers, mort à Breendonck en 1944 des suites de sévices et mauvais traitements). La durée des interrogatoires à la salle des tortures était très variable (certains interrogatoires ont duré 5 heures). Les tortionnaires ne s'arrêtaient généralement que lorsque la victime avouait ou s'évanouissait. Dans ce dernier cas un infirmier, généralement présent lors des interrogatoires, administrait une piqûre au patient pour le ramener, à moins qu'on ne se contente de

0054

H4509 – 0017

lui jeter des seaux d'eau froide.

Il est arrivé également qu'avant ou après être passés dans le Bunker le prisonnier fût contraint de rester de longues heures en position accroupie, les mains liées sous le siège au moyen de menottes américaines. M. Lacroix a connu ce supplice de 16 h à 11 h. du matin; M. Van Noorde est resté dans cette position durant 24 heures après un interrogatoire.

Il ne nous est pas possible de fixer le nombre de personnes passées par la chambre de tortures ni de déterminer combien en sont mortes. Qu'il nous suffise de dire que la nuit aussi bien que le jour les prisonniers de Breendonck entendaient les cris de douleur des victimes du Bunker.

Le SS flamand DE SAFFEL nous fait une déclaration assez intéressante concernant le passage des prisonniers par la salle des tortures. Il en résulte que c'était en général des policiers de la Gestapo de Bruxelles, Charleroi (Müller) ou Anvers qui menaient l'interrogatoire. S'ils n'étaient pas en possession d'une autorisation de soumettre à la torture, ils télégraphiaient par fil direct à la Gestapo de Bruxelles, laquelle était toujours en possession du dossier du prisonnier, pour demander si on pouvait faire subir la torture. De Bruxelles la réponse généralement affirmative, était donnée par le Standartenführer Dr. CANARIES, plus tard l'Obersturmbannführer EHLERS, et dans les derniers mois jusqu'en août 1944 ce fut à nouveau le docteur CANARIES.

Il semble néanmoins qu'en 1944, sous le commandement du major SCHÜWETTER, l'usage de la salle de tortures ait été interdit sans ordre venu de l'extérieur. S'il faut en croire les déclarations du SS DE SAFFEL, SCHÜWETTER aurait exigé que PRAUSS lui remit les clefs du "Bunker" pour l'empêcher d'y conduire les détenus de sa propre initiative. M. Van Deuren, ancien prisonnier qui a effectué certains travaux dans la salle de tortures, déclare qu'à la fin de l'année 1943 un prisonnier oublié dans le "Bunker" y fut trouvé mort. Il y était suspendu à la poulie. Cet "accident" a peut-être déterminé le major SCHÜWETTER à prendre plus de précautions que son prédécesseur le major SCHMIDT. Il convient de remarquer que la majorité des détenus passés par le "Bunker" étaient des "Anregtanten", c'est-à-dire des prisonniers cellulaires, au secret.

Quels furent les Allemands et SS flamands du camp de Breendonck qui participèrent aux atrocités commises dans la salle de tortures. Le SS WYSS affirme que tous les Allemands furent présents au "Bunker" à l'exception de WILLEMS, EHLERT et HERTEL. Il est en tous cas formellement établi que le major SCHMIDT, le lieutenant PRAUSS et l'Oberleutenant KACHUSTER furent parmi les principaux tortionnaires de la chambre de tortures. Il est même certain que le lieutenant PRAUSS fut toujours présent, de même que les SS flamands WYSS et DE BODT. Quant au successeur de SCHMIDT, le major SCHÜWETTER, il n'est pas certain qu'il ait lui-même ordonné ou accompli des actes d'atrocités. Il est toutefois vraisemblable qu'il fut présent lors de certains interrogatoires. Nous ne disposons toutefois pas de renseignements très précis sur son attitude.

6. <u>Les exécutions.</u>

Parmi les personnes fusillées à Breendonck rares sont celles qui le furent en exécution d'un jugement. Le camp de Breendonck fut une réserve d'otages dans laquelle les Allemands puisèrent sans cesse, en sacrifiant des innocents parce qu'ils étaient impuissants à mettre un terme à l'activité des mouvements de Résistance.

49055

H4509 - 0018

La veille où devait avoir lieu des exécutions une corvée d'une dizaine de détenus était chargée de renouveler la couche de sable qui entourait les poteaux et de recouvrir les caillots de sang des exécutions précédentes. Cette sinistre besogne s'accompagnait de ricanements des SS qui disaient aux prisonniers qu'ils auraient leur tour et que ce serait vraisemblablement pour le lendemain.

Le lendemain matin tous les détenus étaient consignés dans leur chambrée. Dans la cour se trouvait rassemblé le peloton d'exécution de la Wehrmacht encadré d'officiers en grande tenue. Tous les SS du camp étaient présents et conviés à assister à ce qu'ils considéraient comme une fête. Une camionnette de l'armée allemande chargée de cercueils stationnait. Au bout de quelques instants un SS ouvrait les portes des chambrées en criant des numéros. Les prisonniers désignés sortaient et se rassemblaient dans les couloirs. Ils étaient ensuite isolés dans une chambre durant quelques minutes; parfois ils étaient autorisés à fumer une cigarette et à écrire rapidement une lettre d'adieu à leur famille. Ensuite ils étaient rassemblés en rang par deux, chacun ayant à ses côtés un soldat de la Wehrmacht (10 personnes étaient en général fusillées en même temps). Ils étaient alors conduits au pas vers les poteaux d'exécution. Il est arrivé fréquemment que des condamnés à mort fussent frappés durant ce court trajet parce qu'ils ne marchaient pas au pas. Arthur Van Tilborg, Conseiller provincial communiste du Brabant, fut battu par le major SCHMIDT quelques instants avant son exécution. Après l'exécution du prisonnier juif Orfinger un officier allemand est venu dans sa chambrée et a obligé ses camarades à chanter. Des infirmes ont été exécutés, notamment un aveugle et une personne étendue sur une civière.

Les dirigeants et le personnel du camp fêtaient généralement les journées d'exécution par de nombreuses libations absorbées le soir à leur cantine. Les prisonniers s'accordaient tous à dire que ces jours-là leurs tortionnaires semblaient visiblement satisfaits.

Le nombre approximatif de prisonniers fusillés à Breendonck, que nous avons fixé à 450, comporte un certain nombre de personnes amenées de l'extérieur mais par contre des détenus de Breendonck ont été fusillés ailleurs, au Tir National, par exemple. En ce qui concerne la désignation des otages, le SS DE SAFFEL nous a déclaré qu'une première liste de noms était soumise par la Sicherheitsdienst de Bruxelles au général von FALKENHAUSEN. Celui-ci faisait son choix et la liste définitive était remise à Breendonck; si la majorité des otages désignés appartenait au camp de Breendonck c'était là qu'avait lieu l'exécution, si les détenus de Breendonck étaient en minorité ils étaient transférés au lieu d'exécution où se trouvait la majorité des condamnés. Mais il est arrivé fréquemment que les otages désignés fussent tous des personnes internées à Breendonck.

Nous avons vu que le nombre de personnes pendues à Breendonck se situe aux environs de 12. A cet égard, le seul fait que nous puissions affirmer avec certitude est que les gibets furent construits en mai 1943 et servirent en premier lieu à l'exécution de Fraiteur, Raskin et Berthulot, les justiciers du traître Colin (10 mai 1943). Dans la suite, il semble selon les dires du SS De Saffel que 6 Français jugés à Breendonck même y furent pendus immédiatement après la sentence. Il est vraisemblable que trois autres personnes furent pendues mais nous manquons de renseignements sur leur identité et la date de leur exécution.

H4509 - 0019

CONCLUSIONS.

Il n'est pas exagéré de dire que le camp de Breendonck fut un véritable enfer. Le SS flamand WISS se plaisait à dire aux nouveaux détenus : "Het is hier de hel en ik ben de duivel " (c'est ici l'enfer et je suis le diable). Les détenus de Breendonck ont en effet touché le fond de la souffrance et de la misère humaine. Rien ne leur fut épargné : les coups et les pires sévices, la faim, le froid, l'humiliation, l'incertitude du lendemain. Ils ont souffert moralement autant que physiquement. La sensation d'être à la merci du moindre caprice de leurs gardiens sanguinaires était terrible, car. il fallait tout subir sans pouvoir esquisser ne fut-ce qu'un mouvement de protestation. Il fallait se laisser humilier impassiblement. Il était fréquent d'assister à l'assassinat de son meilleur camarade sans être à même de lui porter le moindre secours. L'homme le plus courageux se sentait réduit à une impuissance totale; il était positivement ramené au rang d'un animal. A tout instant le prisonnier de Breendonck sentait peser sur lui la menace d'être mis à mort. Il suffisait,en effet, d'un simple accès de mauvaise humeur d'un de ses tortionnaires pour qu'il périsse sous les coups et les sévices les plus raffinés. Demain, le hasard pouvait placer son nom sur une liste d'otages à fusiller. Tandis qu'il dépensait le reste de ses forces à peiner sur le lieu de travail, son numéro pouvait être crié à tout instant pour un interrogatoire au "Bunker". Il fallait des nerfs d'acier pour résister à la tension perpétuelle à laquelle furent soumis les prisonniers de Breendonck. Si l'on tient compte de leur état extrême de faiblesse physique, on réalisera les prodigues de volonté qu'ils durent déployer pour ne rien commettre d'irréparable, pour ne pas se laisser aller à des actes de désespoir.

Les anciens détenus de Breendonck, dont beaucoup ont connu les camps de concentration d'Allemagne (Buchenwald, Neuengamme, Orianenburg, etc...) déclarent en général que le régime de Breendonck, tant au point de vue disciplinaire qu'alimentaire, fut pire. Ils ajoutent que dans les camps allemands, beaucoup plus populeux, ils se sentaient moins sous l'emprise de leurs gardiens et avaient l'impression que leur vie était moins en danger.

Les chiffres que nous avons donnés relatifs au nombre de victimes, doivent être considérés comme minima. Pour ne citer qu'un exemple qui concerne la période décembre 1942 et janvier 1943, M. Verhoirstraeten, ancien détenu, affirme avoir mis 120 personnes en bière durant ces deux mois. Si l'on tient compte des exécutions du 6 et du 13 janvier qui ont coûté respectivement la vie à 20 personnes, il faut admettre qu'à cette époque soit en deux mois, 80 personnes sont mortes des suites de maladie et mauvais traitements. Nous ne disposons malheureusement pas d'autant de précision pour les autres périodes. Quels sont les responsables du régime atroce qui a régné au camp de Breendonck ?

Les dirigeants allemands du camp et tout le personnel SS doivent évidemment être mis en accusation. Ils ont tous pris part active à l'organisation et au maintien de la discipline. La responsabilité des deux commandants du camp, les majors SCHMIDT et SCHOMETTER est particulièrement lourde. S'il semble que le régime se soit légèrement amélioré sous le commandant SCHOMETTER il n'en est pa s moins évident qu'en sa présence nombre de personnes sont mortes des suites de

49657

H4509 - 0020

mauvais traitements. Toutefois l'amélioration du régime alimentaire, due à l'intervention d'une oeuvre de secours belge a entraîné une certaine diminution de la mortalité.

Nous ne croyons pas devoir insister sur la responsabilité des dirigeants locaux. Mais il y a lieu de faire ressortir qu'à la base des atrocités du camp de Breendonck se trouve l'organisation policière du Reich hitlérien. Le camp de Breendonck est l'oeuvre de la Geheimestadtspolizei qui constituait elle-même la pièce maîtresse du régime nazi. Le personnel de cet organisme fut systématiquement recruté parmi la lie de la population d'Allemagne et des pays occupés. N'est-il pas significatif de constater que les SS belges, roumains et hongrois furent aussi sanguinaires que leurs maîtres allemands ? Sans doute ces formations subissaient-elles une instruction spéciale par laquelle leur furent inculquées les méthodes de terreur les plus raffinées.

Il ne faut en tous cas pas perdre de vue que les hauts dirigeants du Reich n'ignoraient rien de ce qui se passait à l'échelon local puisqu'aussi bien toute l'organisation militaire, politique et répressive du régime nazi était centralisée à outrance. Le camp de Breendonck est une émanation directe du nazisme. Les dirigeants hitlériens en portent la part principale de responsabilité.

SOURCE :

Rapport de de dix-neuf pages par le Président de la Commission belge des Crimes de Guerre.

B 49058

H4509 – 0021

Chapitre II

Assassinats et mauvais traitements de civils par la police allemande.

La police allemande, qu'il s'agisse de la Gestapo, de la Geheime Feldpolizei, de la Sicherheitspolizei ou de tout autre organisme similaire, s'est comportée partout en Belgique avec la même brutalité, la même inhumanité; elle a de plus, usé des mêmes procédés de torture pour essayer d'arracher des aveux aux personnes qu'elle avait arrêtés. Il n'est donc pas douteux que les méthodes barbares appliquées avaient été préparées et prescrites en haut lieu.

Si les membres de la Gestapo et des autres organismes policiers qui torturèrent et brutalisèrent nos compatriotes ont à répondre de leurs actes criminels, les chefs nazis qui ont organisé ces polices et les méthodes qu'elles devaient employer sont eux aussi responsables au premier chef.

D'innombrables belges, arrêtés par la police allemande, sous les prétextes les plus divers, espionnage au profit des alliés, propagande patriotique, aide à des prisonniers évadés, édition ou distribution de journaux clandestins, etc., etc., ont passé par des épreuves plus ou moins identiques.

Dans toutes les grandes villes de Belgique, dès les premiers temps de l'occupation, la Gestapo et les autres organismes de police allemande ont sévi avec la même impitoyable rigueur et les mêmes procédés barbares.

Nous indiquerons plus spécialement ce qui s'est passé à Bruxelles, mais qu'on ne perde pas de vue qu'à Gand, à Anvers, à Mons, à Liége et en bien d'autres villes de Belgique, des crimes identiques furent commis au sujet desquels de nombreuses victimes apportent un témoignage indiscutable.

A Bruxelles, la Geheime Feldpolizei est installée dans un immeuble de la rue Traversière. Les interrogatoires des personnes arrêtées se font dans différentes salles de l'immeuble. Une chambre de torture est spécialement installée au troisième étage.

Les détenus sont souvent incarcérés dans une prison spéciale de la Geheime Feldpolizei. Ils s'y trouvent dans de petites cellules où la lumière du jour ne pénètre pas. On les extrait de leur cellule pour leur faire subir, souvent jour après jour, des interrogatoires dans les bureaux de la rue Traversière.

B 49059

H4509 -0022

Bien des fois, les coups pleuvent avant le commencement de l'interrogatoire. Il s'agit d'intimider les prisonniers et de les mettre dans un état propice aux aveux et aux révélations.

Coups de poings, gifles, coups de matraque ou de triques sont assénés dès l'entrée des malheureux dans les bureaux.

Mais c'est pendant les interrogatoires que l'abominable cruauté des allemands se manifeste surtout.

Celui qui n'avoue pas est alors systématiquement brutalisé. Les témoignages sont concordants.

Le prisonnier est battu de toutes les façons : cette fois, on le roue de coups de poings, de pied, de coups de matraque, de cravache, de trique, de nerfs de boeuf, parfois de crosse de fusil.

Plusieurs détenus ont eu la machoire démise ou des dents cassées. Souvent on les frappe jusqu'à ce qu'ils s'évanouissent. Alors, on les ranime en leur lançant à la tête de grandes quantités d'eau. Et les supplices recommencent.On oblige aussi les détenus à rester debout sans bouger pendant des heures. Au moindre mouvement, les coups pleuvent.

Dans l'espoir d'arracher enfin des aveux aux détenus, aucun raffinement n'est trop grand : on oblige des gens à être pieds nus; on cingle leurs orteils au moyen d'une baguette flexible; à un autre, on applique des coups sur la plante des pieds, à l'aide d'un nerf de boeuf.

Quelques autres tortures sont régulièrement employées: on passe une chaînette au poignet d'un prisonnier, on serre graduellement jusqu'à ce que les chaînons s'incrustent dans la peau. Ou bien : on noue une serviette mouillée sur la tête; dans les noeuds on passe une règle de fer que l'on tourne, de façon à serrer la serviette toujours davantage.

Dans la salle du troisième étage, des supplices plus grands attendent les malheureux auxquels on n'est pas parvenu à arracher des aveux. On vous plonge à plusieurs reprises la tête dans un basin d'eau froide. On pend des malheureux par les pieds à une corde passée dans une poulie fixée au plafond. On lâche progressivement la corde, de façon à ce que la victime tombe sur la tête. Puis, on l'attache à la corde par les poignets et dans cette position, on la roue de coups de poings ou de trique. Si le détenu s'évanouit, on le plonge tout habillé dans une baignoire remplie d'eau froide. Dès qu'il est revenu à lui, l'interrogatoire reprend, sans qu'il puisse se sécher.

B 49060

H4509 – 0023

Certains supplices rappellent étrangement ceux du moyen-âge.

Des détenus sont couchés à plat ventre sur une table et attachés au moyen de cordes. On leur assène alors des coups soit avec des matraques, soit avec des fouets ou des nerfs de boeuf. Ou bien même un système de treuil permet d'écarteler plus ou moins la personne attachée sur la table.

On le voit, il y a une organisation systématique, une méthode bien établie pour arriver à faire parler les prisonniers en les martyrisant.

Inutile de dire que ce qui se faisait dans les bureaux de la Geheime Feldpolizei se pratiquait peut-être encore sur ne plus vaste échelle dans les bureaux de la Gestapo, installés à Bruxelles dans de spacieux immeubles de l'Avenue Louise.

Les interrogatoires d'identité sont ponctués, si nous pouvons nous exprimer ainsi, de coups de poings ou de matraque, mais surtout de coups de poings. Dans de nombreux cas, ici aussi, les victimes ont eu des dents cassées, la machoire démise etc.,

Pendant l'interrogatoire, des bourreaux sont présents. Si la personne interrogée ne répond pas comme le désire le personnage de la Gestapo, les bourreaux sont invités à entrer en action. Ils sont souvent deux. Ils frappent leur victime, qui doit souvent se déhabiller complètement, à coups de matraque, de poings, de pieds, etc. jusqu'à ce qu'elle s'évanouisse. L'interrogateur déclare d'ailleurs, que puisque la personne interrogée ne veut pas parler, il est obligé d'user de pression (sic).

Et tous les procédés de pression, c'est-à-dire de torture sont employés. Les instruments de torture sont là, qui témoignent de l'utilisation systématique d'une méthode instituée en haut lieu et appliquée avec cruauté et barbarie par les membres de la police.

Des coups sur la nuque sont portés avec une règle en acier; les doigts sont introduits dans une presse et écrasés. Un instrument comportant à une extrémité des pointes métalliques, fonctionne à l'électricité. On applique les pointes électrisées sur le corps de la victime, ce qui cause des brûlures très douloureuses.

B 49061

H4509 - 0024

Ce procédé barbare fut employé dans de nombreuses villes, entre autres par la Sicherheitspolizei d'Anvers. Tout ceci sans compter les autres méthodes habituelles : tête plongée à de nombreuses reprises dans l'eau froide, attente prolongée dans des cellules, sans recevoir de nourriture etc.,

En réalité, nous pouvons dire qu'aucune des personnes arrêtées et conduites à la Gestapo n'échappe aux mauvais traitements et tortures.....

A Bruxelles, les Allemands avaient aussi une police dépendant de la Luftwaffe (Geheime Feldpolizei Luftwaffe), celle-ci était installée dans un immeuble situé Boulevard Brand Withlock.

Nombreuses sont les personnes qui ont reçu des coups au cours d'interrogatoires que cette police leur fit subir.

Ainsi que nous l'avons déjà signalé, les traitements furent en fait, les mêmes dans toutes les villes où les Allemands avaient installés leurs services de police.

De nombreux malheureux qui ont été interrogés à la Geheime Feldpolizei de Mons ont été roués de coups, frappés jusqu'à évanouissement, torturés, dans l'espoir de leur arracher des aveux.

Les traitements ne furent guère meilleurs à la police allemande de Liége et d'Anvers.

De nombreux dossiers sont à l'examen qui montreront que dans bien d'autres villes de Belgique encore, les mêmes procédés furent de rigueur.

Mais les témoignages recueillis à ce jour suffisent déjà pour constituer un réquisitoire écrasant a charge des policiers allemands aussi bien qu'à charge de ceux qui instituèrent et mirent au point les méthodes barbares qui furent employées par ces policiers.

SOURCES

1/ Rapport de trente pages remis par M. Antoine Delfosse, président de la Commission Belge des Crimes de guerre.

2/ Rapport de soixante et une pages remis par le Parquet du Procureur du Roi d'Anvers, concernant le Sicherheitspolizei und S.D.

B 49062

H4509 – 0025

Chapitre III

RAPPORT SUR LES ATROCITES ET CRIMES COMMIS PAR LES TROUPES ALLEMANDES LORS DE LA LIBERATION DU TERRITOIRE BELGE EN 1944.

Les rapports établis par la Commission belge des Crimes de Guerre établissent qu'il ne s'agit pas en l'espèce de crimes individuels commis soit par de simples soldats soit même par des officiers, mais bien de l'exécution d'un plan préméditè.

Ceci résulte notamment de ce que dans toute l'étendue du territoire :

1. Toute personne suspectée d'être susceptible de faire partie des mouvements de résistance a été mise à mort sans enquête;

2. De l'uniformité des représailles après les coups de main de la résistance;

3. Du caractère implacable du combat lorsqu'il était mené contre les forces de la résistance et du traitement infligé aux prisonniers faits au cours de ces combats.

Ces données établissent la culpabilité des hauts dirigeants du Nazisme.

SOURCES :

Rapport de neuf pages dressé par le Président de la Commission belge des Crimes de Guerre.

Rapports de quatre-vingt trois pages émanant du Ministère de l'Information.

B 49063

H4509 – 0026

Les responsables des déportations massives sont :

1. HITLER, Adolf,
2. LAMMERS, Hans, Heinrich, chef de la Chancellerie du Reich et secrétaire du Cabinet de Guerre,
3. KEITEL, Wilhelm, chef du Haut Commandement de la Wehrmacht.

Ces trois personnages signèrent le décret du 21.3.1942 qui avait pour objet de mobiliser toutes les forces humaines dans l'intérêt de l'ensemble de l'économie de guerre et, particulièrement, en vue de l'armement. Ce décret prévoyait l'emploi d'une main-d'oeuvre, hommes et femmes, comprenant les étrangers se trouvant soit en Allemagne, soit dans les pays occupés.

4. SAUCKEL, Fritz, Reichsstatthalter et Gauleiter, était désigné pour effectuer cette mobilisation de la main-d'oeuvre. Son activité fut très grande et ses initiatives très nombreuses. Il prit d'ailleurs, le 29 août 1942, une ordonnance qui stipulait entre autres, que toute la main-d'oeuvre disponible dans les territoires occupés serait utilisée en premier ordre pour satisfaire les besoins du travail de guerre dans le Reich lui-même.

5. GOERING, Hermann, Chef du "Plan de Quatre Ans", qui à ce titre, est un des co-auteurs des déportations, Le 27.3.1942 il prit d'ailleurs un arrêté d'exécution.

6. SPEER, Albert, Ministre du Reich pour l'Armement de la production de guerre. Il y a lieu de mentionner, en outre, qu'il est le signataire du décret du 3.12.1943 ordonnant l'utilisation maxima de l'industrie des territoires occupés pour la production d'armement et de matériel de guerre.

7. TIMM, Dr. chef du Département Central de la Direction du travail.

8. PEUCKERT, Conseiller d'Etat, délégué pour les territoires occupés de l'Est.

9. HILDEBRANDT, Dr., Conseiller de Ministère, attaché à la Direction du Travail.

Les trois derniers étaient des fonctionnaires principaux qui travaillaient, immédiatement, sous les ordres de SAUCKEL. Leur responsabilité est certainement engagée car ils auraient reçu la Croix du Mérite sur la recommandation de SAUCKEL et ce, en récompense des services qu'ils avaient rendus pour assurer la mobilisation des ressources du travail en profit de l'industrie de guerre allemande.

10. GOEBBELS, en sa qualité de plénipotentiaire pour l'effort de guerre.

11. BORMANN, chef de la Chancellerie du Führer, chargé par décret du 25 juillet 1944, de donner tout son appui et celui du parti aux efforts de GOEBBELS.

H4509 - 0027

En ce qui concerne plus spécialement la Belgique :

12. REEDER, chef de l'Administration civile, a ordonné la mise au travail obligatoire des jeunes gens nés en 1922, 1923, et 1924.

13. FALKENHAUSEN von, signataire de l'ordonnance du 6.10.1942, document organique de la déportation des Belges.

14. BRUNS, général-major, a pris une ordonnance prévoyant des mesures sévères non seulement contre ceux qui essayaient de se soustraire à l'ordonnance sur le travail forcé, mais aussi contre leurs familles, leurs femmes, leurs enfants, contre leurs propriétés, et contre tous ceux qui les aideraient à s'y soustraire.

SOURCES :

1. Rapport de neuf pages par le Président de la Commission belge des Crimes de Guerre;

2. Rapport de deux pages du Ministère de l'Information émanant du Ministère des Affaires Economique (Office Central des Statistique).

49066

H4509 - 0028

Chapitre V

RAPPORT SUR LA GERMANISATION ("NAZIFICATION") DES TERRITOIRES OCCUPES.

A. DANS LES TERRITOIRES D'EUPEN ET MALMEDY.

Dès le début de l'occupation les territoires d'Eupen et Malmédy cédés à la Belgique par le traité de Versailles, furent purement et simplement réannexés à l'Allemagne. La législation belge en vigueur fut complètement abrogée, toutes les institutions belges supprimées et l'allemand devint la seule langue officielle, obligatoirement enseignée dans toutes les écoles. En violation directe de l'Art. 43 de la Convention de La Haye no.IV signée par l'Allemagne et en violation du traité de Versailles, lui aussi signé par l'Allemagne, les territoires d'Eupen et Malmédy furent ainsi complètement germanisés.

B. DANS LE RESTE DU TERRITOIRE BELGE.

La politique intérieure des Allemands au cours de l'occupation en Belgique a eu pour but de transformer les institutions nationales belges dans le sens national socialiste, c'est-à-dire de faire de la Belgique un Etat étroitement apparenté aux Etats totalitaires et autoritaires.

Ce résultat a été obtenu soit en intervenant personnellement, directement par voie d'ordonnances, soit à l'aide de personnes interposées complaisantes (secrétaires-généraux) à tendance nationale socialiste.

I. ACTION DIRECTE.

La transformation des institutions fondamentales belges a revêtu deux aspects : il y eut : (1) Transformation radicale d'institutions préexistantes; et (2) Introduction d'institutions venant directement d'Outre-Rhin, étrangères au droit public et aux traditions belges et, par conséquent, prohibées par la Convention de La Haye no. IV.

(1) Transformation d'institutions préexistantes.

(a) Interdiction au Parlement de fonctionner (ordonnance du 18.7.1940 interdisant la reprise de toute activité publique sans l'autorisation du Commandant militaire), mise en veilleuse des syndicats et mise en disponibilité de certains fonctionnaires.

(b) Attribution aux secrétaires-généraux le droit de désigner les échevins et députés permanents (arrêtés des 26/28.5.1941, et 25/30.6.1941) aux fins d'introduire dans les rouages de l'Etat des éléments nationaux socialistes.

(c) Défense au pouvoir judiciaire de contrôler la légalité des arrêtés des secrétaires-généraux (ordonnance du 14.5.1942 violant l'Art. 107 de la Constitution belge).

(d) Dissolution des communes et création de grandes agglomérations dont les chefs devenaient des fonctionnaires à la dévotion de l'exécutif (ordonnance du 26.1.1943 violant l'Art. 3 de la Constitution belge).

(e) Ordonnances des 20.7.1942 et 23.4.1943 exemptant

B 49067

H4509 – 0029

de l'impôt les Belges engagés dans l'armée allemande ou dans les SS. et les ouvriers belges occupés en Allemagne.

(2) Introduction d'institutions nationales socialistes.

Un très grand nombre de ces institutions furent créées en Belgique. Parmi celles-ci signalons :

(a) Institution de la Corporation Nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation (arrêté du 27.8.1940). L'institution de cette corporation s'opposant à la liberté d'association, imposant des rétributions autres que des impôts et frappant les membres de peines, viole les articles 9 et 20 de la Constitution belge.

(b) La création d'offices centraux de marchandises (arrêté du 2.9.1940) qui s'arrogeaient le droit de légiférer et de prononcer des peines, est également une violation de la Constitution belge. Au surplus, ces institutions revêtaient un aspect totalitaire, leur chef ayant entière compétence dans son domaine.

(c) Institution de juridictions administratives pour réprimer les infractions à la législation du ravitaillement et des prix (ordonnances allemandes des 23.12.1940 et 2.8.1941) déclarées illégales par la Cour de Cassation belge (arrêt du 30.3.1942). Ces ordonnances distrayaient le justiciable de son juge naturel et le livrait au bon plaisir des bourgmestres et gouverneurs fonctionnaires.

II. ACTION PAR PERSONNES INTERPOSEES.

(a) Installation par les Allemands à la tête du Ministère de l'Intérieur d'un de leurs agents les plus dévoués auquel ils reconnurent le droit de désigner les échevins, les députés permanents, les fonctionnaires, etc.. et qui en usa pour installer en bonne place des créatures de l'ennemi.

(b) Mise à la retraite prématurée d'un grand nombre de fonctionnaires (ordonnance du 7.3.1941) lesquels furent remplacés par des germanophiles.

DOMAINE CULTUREL.

Dans ce domaine les autorités belges se sont occupées principalement de l'influence allemande sur les Universités. Si, en effet, un certain nombre de modifications ont été apportées par l'occupant dans les manuels destinés à l'enseignement primaire et moyen, les répercussions de celles-ci dans les écoles belges furent néanmoins insignifiantes grâce au sens patriotique du corps professoral.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, les

49068

H4509 – 0030

Universités belges eurent à subir non seulement des dégâts matériels importants (par exemple : la perte de la bibliothèque de l'Université de Louvain incendiée en 1940 et bombardée en 1944, alors qu'elle avait été péniblement reconstituée, grâce à la générosité de l'étranger, après l'incendie de 1914; bombardement de l'Université de Liége, etc....), mais aussi un dommage moral considérable dû à l'ingérence de l'occupant dans l'enseignement universitaire aux fins de lui donner une tendance conforme à ses conceptions. Heureusement les Universités belges offrirent à l'occupant une résistance telle qu'elle eut pour effet de minimiser les efforts des Allemands. Cette résistance de l'élite intellectuelle belge constitue un symbole de la conduite de la Belgique vis-à-vis de l'envahisseur. Elle a d'ailleurs eu des conséquences graves pour un certain nombre de professeurs et d'étudiants.

Les quatre Universités, celles de Gand, de Liége, de Louvain et de Bruxelles eurent toutes à souffrir de l'occupation allemande. Dans toutes les quatre de nombreux professeurs furent suspendus ou démis de leurs fonctions voire même arrêtés, mis en prison et déportés en Allemagne.

Le recteur de l'Université de Louvain fut condamné à dix-huit mois de prison cellulaire et l'Université fut obligée de céder au Reich sans conditions un dépôt de titres de 2 millions de marks or. Enfin, l'Université fut obligée de fermer en 1943 la première année d'études dans toute la faculté.

L'Université de Bruxelles fut plus durement frappée encore. Dès octobre 1940 quatorze de ses professeurs étaient démissionnés d'office et un commissaire allemand était nommé pour empêcher toute action politique de la part de l'Université. L'Université ayant refusé de se conformer à ses désirs, elle fut obligée le 24 novembre 1941 de suspendre tous ses cours, le Président de l'Association des Etudiants fut emprisonné et envoyé en Allemagne. Neuf membres du Conseil d'Administration furent incarcérés dans la Forteresse de Huy et y restèrent pendant trois mois, et le Président de l'Administration militaire allemande non seulement démissionna les professeurs mais leur interdit même de pénétrer dans l'Université ou dans la bibliothèque. Quant aux étudiants, ils furent envoyés au travail forcé en Allemagne.

Signalons qu'une douzaine de professeurs de l'Université moururent durant l'occupation, soit fusillés soit dans les camps de concentration; soixante étudiants, d'autre part, subirent le même sort.

Enfin, au moment de la libération des troupes SS. tentèrent de mettre le feu à l'Université en lançant dans les caves où étaient entreposées leurs munitions, des pastilles incendiaires. Le dévouement du personnel subalterne empêcha seul un désastre.

A L'Université de Liége également de nombreux membres du corps professoral furent arrêtés et internés soit à la Citadelle de Liége soit à la Forteresse de Huy. Lors de la retraite, les Allemands allumèrent un incendie qui détruisit les collections de l'Ecole supérieure de Sciences commerciales et allèrent jusqu'à tirer à la mitrailleuse sur les pompiers et les sauveteurs qui essayaient d'éteindre l'incendie.

49069

H4509 – 0031

SOURCES :

Rapport de neuf pages dressé par le Président de la Commission belge des Crimes de Guerre.

Rapport de vingt-neuf pages émanant du Ministère de l'Information.

B 49070

H4509 – 0032

Chapitre VI

RAPPORT SUR LE DEPOUILLEMENT ECONOMIQUE DE LA BELGIQUE PAR LES ALLEMANDS

La Commission belge des Crimes de Guerre a évalué comme il suit les charges financières totales imposées par les Allemands aux finances belges :

85,3 milliards de francs pour les frais dits d'occupation
62,7 milliards de frabcs pour le solde créditeur en clearing.

148 milliards de francs.

Au cours de ces quatre années d'occupation, ces charges ont été s'élevant en valeur absolue, s'accroissant en raison inverse de l'épuisement de notre économie. Au fur et à mesure que celle-ci s'anémiait et que la production des biens de production pour l'économie nationale, la production des biens de consommation et la consommation elle-même étaient soumises à des restrictions croissantes, les prestations imposées par l'occupant se sont fait sentir de plus en plus lourdement, mettant davantage le revenu national à contribution et obligeant à effectuer des prélèvements sans cesse croissants sur la substance même du pays et sur son patrimoine (liquidation et non-renouvellement des stocks, insuffisance ou absence des amortissements ou des remplacements d'outillage, réquisitions de machines et de bétail, amendement insuffisant des terres arables, etc...).

Ces charges ont provoqué un déséquilibre permanent des finances publiques, qui s'inscrivait comme suit dans les principaux indices de la situation financière et monétaire belge :

	Août 1939	Août 1944	Indice
Dette publique	60,' milliards	156,2 milliards	259
Circulation fiduciaire (billet B.N.B.)	26,9 "	100,9 "	375

La Commission belge a, sur la base des renseignements fragmentaires et incomplets dont elle dispose, a évalué le dépouillement économique de la Belgique comme suit :

	En milliards	
	Francs de 1940	Francs de 1944
Secteur industriel	2	15
Secteur agricole	3	
Secteur des transports	7	
Secteur de la main d'oeuvre	pour mémoire	
	12	15

x x x

B 49071

H4509 – 0033

Dans l'ensemble le dépouillement financier et économique de la Belgique se présente comme il suit :

En milliards

	Francs de 1940	Francs de 1944
Dépouillement financier	12	148
Dépouillement économique		15
	12	163

Rappelons que nous considérons que les 148 milliards du dépouillement financier constituent un crime de guerre, la partie correspondant à ce qu'auraient dû être réellement les frais d'occupation étant compensée par des appauvrissements qui s'expriment difficilement en termes monétaires.

Il convient d'ajouter à ce montant les 12 et 15 milliards du dépouillement économique, qui ne trouvent pas leur contre-valeur dans les charges financières proprement dites.

Et si pour nous en tenir aux limites inférieures, nous réduisons en francs actuels sans majoration malgré la dévaluation du pouvoir d'achat, les 12 milliards de francs de 1940, nous constatons que le pillage de notre économie, par les occupants, considéré comme crime de guerre atteindrait :

cent soixante quinze milliards de francs (175)

SOURCE :

Rapport de dix-neuf pages par Monsieur le Président de la Commission belge des Crimes de Guerre.

849072

H4509 – 0034

Chapitre VII

INDICATION DES SOURCES OU ONT ÉTÉ PUISÉS LES ÉLÉMENTS DU PRÉSENT RAPPORT.

SOURCES :

No.1 : Rapport sur le Camp de Breendonck par le Président de la Commission belge des Crimes de Guerre. Annexes à ce rapport.

No.2 : Rapport sur les Méthodes d'Instruction des Policiers allemands par le Président de la Commission belge des Crimes de Guerre.

No.3 : Rapport émanant du Parquet du Procureur du Roi d'Anvers concernant la Sicherheitspolizei et S.D.

No.4 : Rapport sur les Atrocités et Crimes commis par les troupes allemandes lors de la libération du territoire belge en septembre 1944, par le Président de la Commission belge des Crimes de Guerre.

No.5 : Annexes émanant du Ministère de l'Information au rapport sur les Atrocités et Crimes commis par les troupes allemandes lors de la libération du territoire belge en septembre 1944,

No.6 : Rapport sur les Déportations en Belgique par le Président de la Commission belge des Crimes de Guerre.

No.7 : Rapport sur les Déportations en Belgique émanant du Ministère des Affaires Economiques (Office Central de Statistique).

No.8 : Rapport sur les Transformations par les Allemands des Institutions nationales belges par le Président de la Commission belge des Crimes de Guerre.

No.9 : Rapport sur la Germanisation dans le domaine culturel émanant du Ministère de l'Information.

No.10: Rapport sur le Dépouillement Economique de la Belgique par les Allemands, par le Président de la Commission belge des Crimes de Guerre.

B 49073

AM 176 AF 329 F 231 AF 231

BERICHT DER BELGISCHEN REGIERUNG uebermittelt durch die Generalstaatsanwaelte der Vertragsstaaten VOM 8 AUGUST 1945 AND DAS INTERNATIONALE MILITAERTRIBUNAL

Dieser 31 Seiten lange Bericht ist von mir, M. De Baer, Vertreter Belgiens bei der Kriegsverbrechen Kommission der vereinigten Nationen und Praesidenten des belgischen Militaergerichts in Grossbrittanien am 5. Okt. 1945 als authentisch bescheinigt, zusammengeheftet und besiegelt worden.

gez. M.de Baer

(Amtssiegel)

INHALTSVERZEICHNIS.

1. Kapitel	Folterung und Ausrottung in den Konzentrationslagern.	Seite 2
2. Kapitel	Ermordung und Misshandlung von Zivilpersonen seitens der deutschen Polizei	" 17
3. Kapitel	Von den deutschen Truppen bei der Befreiung Belgiens im Jahre 1944 begangene Greueltaten und Verbrechen	" 21
4. Kapitel	Bericht ueber Verschleppungen aus Belgien	" 22
5. Kapitel	Bericht ueber die germanisierung der besetzten Gebiete	" 25
6. Kapitel	Bericht ueber die wirtschaftliche Ausplunderung Belgiens durch die Deutschen	" 29
7. Kapitel	Quellenangabe zu diesem Bericht	" 31

288

49074

H4509 – 0035

H4509 - 0036

1. Kapitel

FOLTERUNGEN UND AUSROTTUNGEN IN DEN KONZENTRATIONSLAGERN.

Sowohl wie von Mannern, Frauen und Kindern aus den besetzten Gebieten in den Konzentrationslagern in Deutschland erlittene Leiden, Entbehrungen, Misshandlungen und Folterungen, wie auch deren systematische Ausrottung auf verschiedene Methoden (Erschiessung , Erhaengung, Gaskammern verschiedener Art, Verhungern, vergasen usw.) sind sattsam bekannt, sodass es unnoetig ist, es nochmals zu betonen.

Von den Konzentrationslagern, von denen man genau weiss, dass viele belgische Staatsangehoerige auf solche Weise dort ihren Tod gefunden haben, muss man besonders folgende nennen: Oswiecim (Auschwitz), Birkenau, Dachau, Mauthause-Gusen, Maidaneck (Lublin), Buchenwald, Natzweiler, Belsen, Dora Ravensbrueck, Vucht, Rheinbach, Nienburg, Neuengamme, Kala. Es ist zur Zeit unmoeglich, die Zahl der Belgier, die in einem jeden dieser Lager umkamen, anzugeben.

Die Aehnlichkeit der in all diesen Lagern verwandten Folterungs- und Ausrottungsmethoden verraet unfehlbar das Bestehen eines vorsaetzlichen Planes, fuer den die fuehrenden Nazis verantwortlich waren.

x x

x

Der nachfolgende Bericht beschaeftigt sich hauptsaechlich mit den in Belgien und insbesondere im Konzentrationslager Breendonck begangene Greueltaten.

BERICHT UEBER DAS KONZENTRATIONSLAGER BREENDONCK.

Die Deutschen besetzten die Festung Breendonck Ende August 1940. Die ersten Haeftlinge, meistenteils Juden, wurden im September 1940 eingeliefert. Es ist schwierig, die genaue Anzahl der von September 1940 bis August 1944 (dem Zeitpunkt der Raeumung des Lagers) in Breendonck Internierten anzugeben.

Die folgenden Angaben stammen von dem Nationalbund, der aus Breendonck entwichenen (Association Nationale des Rescapes de Breendonck):

Gesamtzahl der in Breendonck Internierten	3000 bis 3,600, davon etwa 12 Frauen
durch Entbehrungen, Leiden und Misshandlung umgekommen	ca 250
Erschossen	450
Erhaengt	12

Man muss im Auge halten, dass die Mehrzahl der in Breendonck Internierten zu verschiedenen Zeitpunkten truppenweise nach deutschen Lagern ueberfuehrt worden sind. Da ein Aufenthalt von 4 bis 5 Monaten genuegte, um den Gesundheitszustand auch des kraeftigsten Mannes derart zu unterminieren, dass er ein Viertel seines Normalgewichtes verlor, kann man leicht verstehen, dass die Internierten, die durch die Hoelle von Breendonck gegangen waren, sich in dem denkbar schlechtesten Zustand befanden, um die Haerte der deutschen Lager zu ueberstehen.

49075

H4509 - 0037

Deshalb muss man auch die obenangefuehrte Zahl derer, die in Breendonck selbst ums Leben kamen diejenigen aufrechnen, die nach ihrer Ueberfuehrung die Gefangenschaft in Deutshland nicht ueberlebben konnten.

1. Kapitel

Interniertentypen.

Die Insassen von Breendonck waren zum grossten Teil weder verurteilt, noch vor ein Gericht gestellt worden; gewisse waren noch nicht einmal verhoert worden. Sie befanden sich auf unbestimmte Zeit in "Schutzhaft". Keiner wusste wann oder ob er eines Tages hingerichtet oder entlassen werde wuerde; alle waren derselben Behandlung und der absoluten willkuerlichen Nachtvollkommenheit der Posten ausgesetzt, die Gewalt ueber Leben oder Tod eines jeden Einzelnen hatten.

Es bestanden jedoch verschiedene Typen von Internierten, Ehe wir die von den Deutschen eingefuehrte willkuerliche und kuenstliche Einteilung betrachten, werden wir versuchen, die Internierten nach objektiveren Grundsaetzen zu klassifizieren.

1. Die Juden.

Waehrend diese in den Jahren 1940, 1941 und 1942 zahlreich vertreten waren, blieben in den Jahren 1943 und 1944 nur wenige uebrig. Sie gehoerten saemtlichen Nationen an, mit einer starken Ueberzahl an Belgiern, Ihren Aufenthalt in Breendonck verdankten sie gewoehnlich nur ihrer Rassezugehoerigkeit, obgleich es auch juedische politische Gefangene gab. Im Jahre 1943 und 1944 waren die meisten Juden schon nach Deutschland und Polen deportiert, von wo praktisch keiner zurueckkam. Sie waren in Breendonck der uebelsten Behandlung unterzogen, aber es ist eine traurige Wahrheit, dass sehr wenige Ueberlebende Augenzeugen der gegen die Juden begangenen Verbrechen existieren. Sie waren getrennt von den "Ariern" in besonderen Zellen untergebracht, aber auf dem Arbeitsplatz waren juedische und "arische" Arbeitskolonnen Seite an Seite.

2. Die "Arier".

Hier muss man weiter unterscheiden:
(a) Kommunisten und Marxisten.

Viele Kommunisten wurden nach dem 22. Juni 1941, dem Tage des deutschen Angriffs auf die Sowjetunion, nach Breendonck eingeliefert. In der Spanne Juni - September 1941 muessen es etwa 150 gewesen sein, aber man muss auch die der "Sympathie" mit dem Kommunismus Verdaechtigten dazu mit einrechnen. Zum Beispiel war eine Reise inndie Sowjetunion ein genuegender Grund, um unter diese Kategorie zu fallen; gleichfalls, wenn man vor dem Kriege auf einer Bezugsliste einer Veroeffentlichung der dritten Internationale stand.

(b) Mitglieder der Widerstandbewegung gegen den Feind.
(c) Leute, die von persoenlichen Feinden den Deutschen denunziert waren. Diese Denunzierungen geschahen meistens in anonymen Briefen und in den meisten Faellen waren ihre Opfer sich nicht der Gruende fuer ihre Internierung bewusst.

H4509 - 0038

(d) Die Geiseln. Als Beispiele fuehren wir nur den Fall von M. Bouchery, Minister a.D., und M. von Koskeek, liberalen Abgeordneten an, die zehn Wochen lang in Breendonck interniert waren als Vergeltung fuer die Explosion einer Granate unbekannter Herkunft auf dem Marktplat in Mecheln. Beide starben nach ihrer Entlassung an den Folgen der Misshandlungen.

(e) Die Schwarzhaendler.

Es scheint, dass im Jahre 1940 von ungefaehr 40 nicht-juedischen Internierten drei Viertel wegen Schwarzhandel mit Waren oder Devisen verurteilt waren. Diese wurden nicht misshandelt und erfuhren bevorzugte Behandlung. Spaeter verschwand dieser Interniertentyp vollstaendig.

Die folgenden Angaben ueber die ungefaehre Zahl der Internierten in Breendonck zu verschiedenen Zeitpunkten stammen vom Nationalbund der Ueberlebenden von Breendonck (Association Nationale des Rescapes de Breendonck):

	1940	1941	1942	1943	1944
Juden circa	80	400	180	50	45
Nichtjuden circa	40	550	450	650	600

3. Kapitel

DIE LEITER UND DAS PERSONAL DES LAGERS BREENDONCK.

(a) die deutsche SS.

Die Leitung des Lagers Breendonck lag in den Haenden der Gestapo. Es waren also die SS, die als uneingeschraenkte Herren in Breendonck herrschten, und wir werden sehen, dass mit ein paar Ausnahmen sie als Verbrecher angesehen werden koennen, die sich Misshandlungen, Greueltaten wenn nicht sogar Ermordungen der Gefangenen schuldig gemacht haben.

Es folgen drei Namen der Offiziere und Unteroffiziere:
(Copy from Page 3 of the original)

(b) Die Bewachung des Lagers

Es gab dauernd eine Abteilung der Wehrmadht in Breendonck zur Bewachung der Festung. Ungefaehr 40 Mann, die alle drei oder vier Monate abgeloest wurden; diese Truppe wurde regelmaessig von einer in Mecheln kasernierten Heereseinheit gestellt. Zur Hilfe hatten Sie ein Dutzend belgischer SS vom Sicherheitsdienst in Bruessel, die alle 14 Tage abgeloest wurden. Das Lager war demnach von einer Postenkette umgeben, die Nachts noch durch Streifen innerhalb und ausserhalb der Festung verstaerkt wurde. In der Kuppel der Festung war ein Permanenter Maschinengewehr- und Handgranatenwachtposten. In der Arbeitszeit verhueteten zuzuegliche Posten, zeitweise mit Maschinengewehren bewaffnet, jeden Fluchtversuch. Haeufig zeigten diese der belgischen SS die Internierten an, deren Arbeitseifer zu wuenschen uebrig liess.

49677

H4509 – 0039

(c) die belgische SS.

Das Gros der belgischen SS erschien in Breendonck im September 1941. Sie waren die Gehilfen der deutschen SS in Breendonck, und vollfuellten verschiedene Aufgaben: Arbeitsueberwachung der Internierten, Schreibstubendienst, Dolmetscher usw. Ihre Anzahl bewegte sich zwischen 8 und 12 Mann zu verschiedenen Zeitpunkten. Wyss, Debodt, (ein regelrechter Moerder), Brusselears, Raes, Pellemans waren die grausamsten von ihnen.

Erwaehnt soll noch werden, dass im April und Mai 944 einige rumaenische ungarische SS zur Verstaerkung dienten und eine zuzuegliche Arbeitsueberwachung bildeten. Sie waren im Allgemeinen sehr brutal den Gefangenen gegenueber; man kann aber ihre individuelle Einstellung nicht angeben. Es folgt die Namensangabe: Sneider, Caivter, Marianzuck, Kraft, Pacsius, Walzer, Kropivsec.

(d) Die Arbeitsfuehrer.

Aus der Zahl der Internierten ernannte Oberleutnant Prauss die Arbeitsfuehrer, d.h. die Fuehrer der Arbeitsgruppen. Diese ueberwachten die Arbeit ihrer Gruppe (10, 20, bisweilen 50 Mann, je nach dem Zeitpunkt) unter der Leitung der SS. Manchmal verbanden sie diese Aufgabe mit der des Stubenaeltesten, der fuer die Ordnung und Sauberkeit der Stube verantwortlich war. Gewisse dieser Arbeitsfuehrer, pflagen ihrer Aufgabe, indem sie versuchten, ihre Kameraden der Brutalitaet der SS zu entziehen. Andere dagegen stellten sich eifrig den Folterern zur Verfuegung. Wir werden hier nur diejenigen Namen der Arbeitsfuehrer erwaehnen deren Benehmen Grund zur Klage gegeben hat.

Unter den arischen Arbeitsfuehrern war ein gewisser DEVOS Valère, der mehr als drei Jahre Arbeisfuehrer war, der brutalste. Alle Gefangenen, die ihm durch die Haende gingen, mussten darunter leiden, mehrere starben an den Folgen der Misshandlung oder seiner Denunzierungen an die SS. DAUMERIE Vernand war gleichfalls ein Arbeitsfuehrer, der seinen Kameraden gegenueber aeusserst brutal war. An dem Tod zweier Gefangener schuldig, ist er kuerzlich hingerichtet worden. Was DEVOS betrifft, so soll er in Deutschland, in Buchenwald gestorben sein.

Juden mussten besonders unter dem Arbeitsfuehrer OBLER aus Wien leiden. Diesen kann man mit dem schlimmsten SS-Mann vergleichen, auf Grund seiner Brutalitaet und seiner Greueltaten. Aus diesem Grunde genoss er das volle Vertrauen des Leutnants PRAUSS und des Majors SCHMIDT, die ihm den Titel von Oberarbeitsfuehrer verliehen. Damit erweiterte sich sein Machtbereich auf alle Internierte, Juden und Nichtjuden. Er hat das Lager Breendonck im September 1943 verlassen, um nach Deutschland versetzt zu werden. Die folgenden haben sich auch in ihrer Stellung als Arbeitsfuehrer, als Helfershelfer der SS bewaehrt: KAHN, HERMAN, SCHLANDT, Leon, LEWIN, ZAHLI, (dieser befindet sich augenblicklich in Haft.)

3. Kapitel

LEITUNG UND ORGANISATION DES LAGERS.

1. "Haeftlinge" und "Arrestanten". Die Stuben und Zellen.

Die "Haeftlinge" waren zur Zwangsarbeit verpflichtet und waren gemeinsam in Saelen untergebracht.

B 49078

H4509 – 0040

Es gab insgesamt 12 Saele, wovon 6 fuer Juden und sechs fuer "Arier" bestimmt waren. Jeder Saal konnte 48 Menschen aufnehmen, die in 16 Dreierbetten mit einer Matraze und einer Decke im Winter wie im Sommer untergebracht waren. Der Stubenaelteste musste darauf aufpassen, dass einwandfreie Ordnung dort herrschte. Auf militaerische Weise eingeschlagene Decken, ausgerichtete Betten und Strohsaecke. Die Gefangenen waren in den Saelen von 8 Uhr abends bis ½6 Uhr morgens und eine Stunde zum Einnehmen des Mittagessens. Diese waren die einzigen Momente, in denen ihnen ein gewisses Aufatmen erlaubt war, obgleich jeden Augenblick ein SS-Mann auftauchen und ihnen eine Kollektivstrafe auferlegen konnte, unter dem Vorwand der Unordnung im Saal, oder weil der Stubenaelteste nicht schnell genug "Achtung" gerufen haette. Eine Strafe bestand haeufig, darin, die Internierten zu zwingen, unter ihre Betten zu kriegen und sich auf Kommando wieder aufzurichten. Diese Bewegungen wurden zur Begleitung von Peitschenhieben (mit Stahldraht verstaerkte Ochsenziemer) seitens Leutnant PRAUSS oder WEIS ausgefuehrt. Dieser vergnuegte sich auch manchmal damit, auf den auf dem Boden liegenden Internierten herumzutrampeln..

Die "Arristanten" wurden gleich bei ihrer Ankunft im Lager von den anderen Internierten abgesondert. Sie wurden als schwere Faelle angesehen; deshalb verordnete der Sicherheitsdienst, der sie verhaftet hatte, (Antwerpen, Bruessel, Charleroi) dass man die Unterbringung in Einzelzellen. Nach einer sehr schwankenden Zeitspanne und nach einem oder mehreren Verhoeren, die stets mit Folterungen verbunden waren, wurden sie in die Saele ueberfuehrt und zu Haeftlingen gemacht.

Zu Anfang des Jahres 1943 gab es zehn Zellen zu Breendonck. Zu diesem Zeitpunkt wurden auf Grund der steigenden Anzahl der durch die Taetigkeit der Widerstandsbewegung verursachten Verhaftungen weitere 28 Zellen eingerichtet. Zu keinem Zeitpunkt gab es genug Zellen, um alle "Arristanten" aufzunehmen. Deshalb wurden einige von ihnen in Saelen untergebracht. Diese verliessen den Saal nur zweimal am Tag um ihre Notduerfte zu verrichten unter einer Kapuze und unter Fuehrung eines Waerters. Den ganzen Tag aber mussten sie am Ende des Bettes stehen.

Die Zellen waren 1,95 Meter lang und 1,40 Meter breit; die Tueren hatten eine untere Platte, durch die das Essen geschoben wurde und eine obere kleinere Platte, durch die der Posten zu jeder Zeit sehen konnte, was innerhalb der Zelle vorging (der Posten ging in den Gaengen zwischen den zwei Zellenreihen auf und ab). Ein an der Wand befestigtes Brett wurde zwischen 8 Uhr abends und 6 Uhr frueh heruntergeklappt, Das war das Bett der Gefangenen. Sie mussten von morgens bis abends stehen, denn tagsueber wurde das Bett nach oben geklappt und an die Wand befestigt. Die Gefangenen trugen oft Handschellen in den Zellen. Manchmal auch Fussfesseln. Eine dieser Zellen besass in die Wand eingelassene Eisenringe, woran die Fuesse gefesselt wurden. Wir wissen mit Bestimmtheit, dass diese Ringe fuer einen gewissen Gefangenen namens DUMONCEAU verwendet wurden, der einen Fluchtversuch gemacht hatte. (Er wurde spaeter in Breendonck hingerichtet).

Einmal pro Tag wurden die Gefangenen aus den Zellen, mit Kaputzen bedeckt, durch einen Wehrmachtsposten auf die Latrine gefuehrt, um ihren Aborteimer zu leeren. Dieser Gang wurde fast immer von Schlaegen begleitet. Oft vergnuegte sich der deutsche Posten damit, die Gefangenen irrezufuehren, sodass sie gegen ein Hindernis rannten. So kam es, dass zufolge einer dieser Machenschaften M.PAQUET (der acht Monate in den Zellen verbracht hat,) ver-

B 49079

H4509 – 0041

suchte, die Kaputze aufzuheben und sich zurechtzufinden; er erhielt einen heftigen Schlag mit dem Gewehrkolben, der ihm drei Halswirbel zerschmetterte.

Das Leben der Zellengefangenen war unertraeglich: Naesse, voellige Dunkelheit, absolutes Schweigen, Stehen von 6 Uhr fruehe bis 8 Uhr abends, noch weniger Essen als die "Haeftlinge", dauernde Furcht vor Verhoerungen mit Folterungen verbunden, keine Betreuung in Krankheitsfaellen.

2.) Disziplin, Arbeit, Grausamkeiten, Ermordungen.

Die Gefangenen waren einer militaerischen Disziplin unterstellt in Verbindung mit einer Brutalitaet, die oft den Tod zu Folge hatte. Alle Befehle erfolgten auf deutsch, auf dem Weg zur Arbeit war Schritt zu halten und die Ausrichtung musste tadellos sein. Der kleinste Fehler beim Ausfuehren eines Befehls hatte Schlaege zur Folge, die den Betroffenen oft zu Boden warfen. Es hing von der Laune der SS ab, ob der Geschlagene wieder aufstehen durfte, oder ob er bis zur Bewusstlosigkeit, manchmal bis zum Tode geschlagen wurde. Die Arbeit begann um 8 Uhr und hoerte auf um ½6 Uhr abends mit einer Mittagspause von 1½ Stunden. Im Sommer 1941 dauerte die Arbeit jedoch ohne Unterbrechung von 6 bis 2 Uhr nachmittags. Zuweilen ordnete Oberleutnant PRAUSS extra Arbeitsstunden am Sonntagmorgen an. Auf dem Weg zur Arbeit wurden die Internierten manchmal gezwungen, zu kriechen oder sich zu Boden zu werfen, ohne dabei ihre Schaufeln zu verlieren. Kamen sie nach einem endlosen Arbeitstag nach Hause, mussten sie manchmal eine Stunde lang Exerzierdienst im Festungshof machen, bevor sie in ihre Saele zurueck durften. Diejenigen, die vor Erschoepfung umfielen, wurden solange geschlagen, bis sie wieder aufstanden.

Die Arbeit der Internierten bestand darin, Erde, die sich in der Festung befand, abzuraeumen und ausserhalb des Festungsgrabens zu bringen. Entlang des Wassergrabens haufte sich durch dieses Arbeiten eine hohe und breite Sandbank an, die das Gebaeude von der Aussenwelt unsichtbar machte. Betonstuecke und Steine, die von nicht mehr gebrauchten Kuppeln gewonnen und von den Internierten in ihren Haenden getragen wurden, bildeten die Fundamente dieser Sandbaenke. Diese ebenso muehsame wie unnoetige Arbeit hat unsaegliche Menschenopfer gekostet.

Sand wurde in 1000 Kilo Wagen transportiert, welche vier Mann innerhalb 5 Minuten leeren mussten. Diese Wagen wurden von vier Mann 200 bis 300 Meter geschoben. Da die Anlagen in schlechtem Zustand waren, kamen Wagenentgleisungen haeufig vor; die erschoepften Maenner mussten dann das schwere Gewicht unter den Schlaegen der SS auf die Schienen zurueckheben. Die SS-Leute stiegen manchmal auf die Waegen und beschleunigten durch Schlaege das Tempo, was unvermeidlicher Weise Zusammenstoesse mit den vorhergehenden Wagen fuehrte.

Der SS-Mann WIES gibt zu, dass die Zusammenstoesse Unfaelle herbeigefuehrt haben, da die Beine der Gefangenen zwischen den Wagen zerquetscht wurden.

Andere Gefangene schoben mit Steinen und Sand schwergeladene Schubkarren. Die Schubkarren waren baufaellig und eingerostet; ihre Raeder blieben im Schlamm stecken.

49080

H4509 – 0042

... dabei der kleinsten Stoerung ein SS-Mann ueber die Internierten her und traktierte sie mit Schlaegen.

Das in Haenden ausgefuehrte Herumtragen grosser Betonstuecke und Steine war gleichfalls aeusserst schmerzhaft. Weder im Winter noch im Sommer durften die Gefangenen bei der Arbeit ihre Hemden anbehalten. Die scharfen Stellen der grossen Steine zerfetzten die mageren Schultern der Internierten. Bei dem kleinsten Zuschuldekommen, mussten die Internierten die Arbeit im Laufschritt ausfuehren.

Eine in Breendonck oft angewandte Strafe bestand daraus, dass die Gefangenen einen ganzen Tag lang mit einem 30 bis 40 Kilo schweren Rucksack am Ruecken arbeiten mussten. Da das Durchschnittsgewicht der Insassen zwischen 40 und 50 Kilo schwankte, kann man sich leicht vorstellen, welche unmenschliche Kraftprobe die Anstrengung fuer die gequaelten Menschen bedeutete. Manche von ihnen starben am darauffolgenden Tag.(zum Beispiel Roger PAQUETTE aus Marcinelle).

Auf dem Arbeitsplatz haben die SS-Maenner WYSS, DE BONDT, BURSSELEERS, VERMEULEN, oft unterstuetzt durch Leutnant PRAUSS, soviele Greueltaten begangen, dass es unmoeglich ist, sie hier aufzuzaehlen; Es gab keinen Gefangenen in Breendonck, der Folterungen oder Ermordungen nicht zugesehen oder am eigenen Leibe verspuert hat.

Es kam oft vor, dass Gefangene ohne Grund in den Festungsgraben geworfen wurden. Dutzende von Gefangenen ertranken dort; wenn die Ungluecklichen versuchten, das Ufer zu erreichen, warfen ihnen die SS-Leute Sandladungen ins Gesicht und stiessen sie mit der Schaufel ins Wasser zurueck.

Gefangene wurden bis an den Hals begraben, nachdem man sie erst grausam gepruegelt hatte. Dann amuesierten sich die SS-Leute damit, ihnen Sand ins Gesicht zu werfen. Dieses Spiel dauerte manchmal eine bis zwei Stunden lang an, und wenn die Opfer dem Tode nahe waren, wurden sie mit Schlaegen und Fusstritten umgebracht.

Die Leichen der Opfer wurden gewoehnlich in einen Schubkarren geworfen und nach Arbeitsschluss ins Lager gefahren. Eines Tages musste ein Jude die Leiche seines eigenen Bruders zurueckfahren; dazu musste er das Judenlied von Breendonck singen. In der Tat mussten alle Juden, besonders, wenn von ihnen welche umgebracht worden waren, beim Marschieren das Breendonclied anstimmen, worin z.B. folgendes stand: "Wir werden Breendonck nie vergessen, Breendonck das Paradies der Juden."

Zahllose Aussagen von ehemaligen Gefangenen befassen sich mit den Einzelheiten gewisser von der SS in Breendonck begangener Greueltaten. Man müsste alle Aufzeichnungen der Erretteten lesen, um sich eine Idee von der im Lager herrschenden Atmosphaere zu verschaffen. Gewisse Taten der SS, gehen in ihrer Abscheulichkeit ueber alle Vorstellungen hinaus, von denen, die davon gekommen sind, gibt es wenige, die nicht verwundet oder krank sind.

3.) Verpflegung, Bekleidung, Briefwechsel.

Die Breendoncker Gefangenen haben unter furchtbarem Hunger gelitten. Die erste Mahlzeit nach ihrer Einlieferung erhielten sie an dem darauffolgenden Tag. Wenn sie also am Morgen ankamen, bekamen sie anderthalb Tage nichts zu essen.

49081

H4509 – 0043

Die Verpflegung wechselte von Jahr zu Jahr:

Im Jahre 1940: 225 Gramm Brot Morgens und abends
" " 1941: Eine Schuessel schwaerzlicher Fluessigkeit (Kaffee), des Morgens, eine duenntige Art Suppe (Wasser, Gemuese und ein paar Kartoffeln) des Mittags, 400 Gramm Brot Abends.

" " 1942: Kaffe am Morgen, Suppe am Mittag, 225 Gramm Brot, 20 Gramm Butter oder Margarine, fuenf Stueck Zucker abends.

" " 1943: Ditto bis September

September 1943 - 44: Kaffe am Morgen, eine ziemlich dicke Suppe mittags, 400 bis 500 Gramm Brot, 25 Gramm Butter, 25 Gramm Kaese, fuenf Stueck Zucker des Abends.

Die Familien der Gefangenen duerfen immer Paeckchen ins Lager bringen..... Sie wurden aber nur zu gewissen Perioden teilweise ausgegeben (von 1940 bis zum Maerz 1941, waehrend der drei letzten Monate 1941, und von April bis Oktober 1942). Nichts, aussserdem was waehrend dieser Perioden nach Breendonck gebracht wurde, wurde an die Internierten weitergegeben; diese Paeckchen wurden unter den SS-Leuten aufgeteilt.

Die Verbesserung dieser Verpflegung Ende 1943 ist nur auf die Einmischung der "Oeuvre Belge" das "Foyer Leopold III" zurueckzufuehren, die jede Woche den Gefangenen einen Lastwagen mit Verpflegung zufuehrte: Kartoffel, Brot, Butter, Sardinen, Gemuese, Maccaroni usw..... Die deutsche und belgische SS,(besonders CHOEVETTER, KAEMPFER, FRANZ, NORMAN, und CUYT) bemaechtigten sich 40% der Waren, die sie wieder verkauften oder nach Deutschland schickten. Auch Unterkleider wurde vom "Foyer Leopold III" geliefert, aber der groesste Teil davon wurde nicht ausgegeben. So wurden von 3000 Pullovern, die im Januar 1943 ankamen, 1000 von der SS gestohlen, obgleich die Gefangenen sehr schaebig angezogen waren; die ehemalige Uniform der belgischen Armee, ohne Umhang, Holzschuhe oder alte Schuhe, ein Hemd, das alle sechs Wochen gewaschen wurde; einige hatten die Gelegenheit ihren eigenen Pullover zu behalten, die anderen zogen sich Papier unter ihrem Hemd an, um sich waehrend des Winters vor der Kaelte zu schuetzen.

Da sie der schwersten Arbeit unterworfen waren, und derart unzulaenglicher Verpflegung erhielten, war es natuerlich, dass zahlreiche Personen an Erschoepfung starben. Die Deutschen nannten diese Krankheit "Marasme".

Hier sind als Beispiele die Gewichte wahllos ausgesuchter Personen bei ihrer Einlieferung im Lager Breendonck und bei ihrem Verlassen des Lagers:

RIVIERE, Raymond : 65 Kilos, nach 3 Monaten 45 Kilos.
BRACOPS, Joseph : 75 " , " 6 Monaten 42 Kilos.
THOWIS, Jules : hat in einem Monat 15 Kilos verloren.
VAN HOORDE, Joseph : 92 Kilos, nach 4 Monaten 47 Kilos.

Die Hungersnot in Breendonck war derartig, dass die Internierten andauernd auf der Suche nach irgendetwas Essbarem waren. Kartoffelschalen, Kuechenabfaelle, Pflanzensamen. Wehe ihnen, wenn sie im Besitz dieser zuzueglichen Nahrung gefunden wurden, gar manche wurden dafuer zu Tode geschlagen. Die Internierten, die im Gemuesegarten arbeiteten, unterstanden der Aufsicht des Gaertners VAN PRAET, der es sich zur Pflicht machte, einen jeden Gefangenen, der sich erlaubt hatte, in eine Ruebe oder in eine rohe Kartoffel zu beissen, zu zuechtigen.

514

49082

H4509 - 0044

Bis 22. Juni 1941 durften alle Internierten einen Brief pro Monat schreiben und erhalten. Von dann ab, durften nur die Gefangenen, deren Haftbefehl nicht den Vermerk "Postsperre" trug, korrespondieren; im Durchschnitt 15 im ganzen Lager. "Arrestanten" durften niemals schreiben. Zum Tode verurteilte durften nur in den seltensten Faelles schreiben, bevor sie das Schaffott bestiegen. Dagegen konnten die nichtpolitischen juedischen Gefangenen von Zeit zu Zeit schreiben.

4.) Hygienische und medizinische Betreuung.

Es ist keine Uebertreibung, zu sagen, dass es in Breendonck weder hygienische, noch medizinische Betreuung gab.

Die Internierten hatten drei Minuten um sich morgens Koerper und Gesicht, ohne Seife zu waschen. Einmal pro Woche mussten sie voellig nackt im Festungshofe unter freiem Himmel antreten, um zu duschen.

Die Gefangenen waren total verlaust. Weil sie sich gestattet hatten, dieses eines Tages dem Leutnant PRAUSS mitzuteilen, wurden ihnen mitten im Winter, drei Wochen lang ihre Decken, Strohsaecke, Sweater, Hemden, Unterhosen und Socken entzogen. Diese Massnahme, die von vielen Schlaegen begleitet wurde, wurde als Strafmassnahme bezeichnet.

Es gab in Breendonck ein Lazarett, aber man musste am Sterben sein, um dort hineinzukommen.

Das medizinische Personal bestand aus Interniertenaerzten, die jedoch keinerlei Machtbefugnisse besassen. (Dr. SINGER, bis Februar 1943, Dr.KASMAN, VAN WIN, SMEKENS) und aus Wehrmachtssanitaetsunteroffizieren. Diese beaufsichtigten die Taetigkeit der Doktoren, die ohne ihre vorherige Zustimmung keinen Kranken ins Lazarett aufnehmen konnten. Aber letzten Endes war es Oberleutnant PRAUSS, der die Entscheidungen fasste.

Kurz nach dem Wecken nahm der Doktor die Kranken ins Lazarett, (wo sie manchmal von den Sanitaetern mit Schlaegen empfangen wurden). Diejenigen, die keine schweren Leiden hatten, (Wunden, Eiterungen usw,) wurden oberflaechlich betreut; Internierte, die arbeitsunfaehig waren, meldeten dieses dem Sanitaeter, welcher entschied, ob die Meldung dem Leutnant PRAUSS weiterzugeben sei. Beim Arbeitsabmarsch der Gefangenen, mussten alle Internierten im Hof anwesend sein. Diejenigen, die zu krank zum Gehen waren, wurden von ihren Kameraden gehalten. Der Sanitaeter uebergab Leutnant PRAUSS die Liste der Arbeitsunfaehigen bei seiner Ankunft; Die Kranken mussten aus der Reihe treten und mit einem Blick entschied Leutnant PRAUSS ueber ihr Geschick. Die Internierten, die arbeitsfaehig befunden wurden, wurden regelmaessig geschlagen.

Jeden Monat wurden die Gefangenen gewogen. Vermutlich war der Zweck dieses Wiegens nur statistisch, um die Widerstandsfaehigkeit des Koerpers unter einem straffen Regime festzustellen.

Eine aerztliche Inspektion wurde von Wehrmachtsaerzten von ausserhalb des Lagers ein- oder zweimal pro Woche fuer die Lazarettinsassen und alle 15 Tage fuer die anderen Internierten durchgefuehrt. Diese mussten voellig nackt, oft mehr als zwei Stunden in den feuchten Korridoren warten, bis sie untersucht wurden.

49083

H4509 – 0045

Der Folterer WYSS erklaerte, dass wenn der Wehrmachtsarzt die Ueberfuehrung eines Internierten in das Lazarett oder leichtere Arbeit anordnete, der Oberleutnant PRAUSS diesen Befehl oft nicht ausfuehrte. WYSS fuegte hinzu, dass als das Lager zweimal von einem Generalarzt besichtigt wurde, man den Kommandant vorher benachrichtigte und dass PRAUSS befohlen hatte, kurz vor der Besichtigung diejenigen Gefangenen aus den Zellen herauszunehmen, die man waehrend der Verhoere am meisten misshandelt hatte. Waehrend der Besichtigung fuehrte man diese Gefangenen in das Brausebad. Der Generalarzt entdeckte sie trotzdem. Aber trotz allem wurde die Lagerfuehrung in keiner Weise verbessert. Nach der Aussage des SS Mannes DE SAFFEL fand eine dieser Besichtigungen im Jahre 41 statt. Es waren Von Craushaar, Stellvertreter des General VON FALKENHAUSEN, REEDER und der Generalarzt BLUM (?) anwesend.

Krankheiten aller Art herrschten in Breendonck. Die Furunkulose hat beinahe alle Internierten angegriffen, die durch Schlaege oder Bisse von Major SCHMIDTS Hund verursachten Wunden brauchten Monate um wieder zu heilen. Dem Sanitaeter standen nur eine aeusserst beschraenkte Zahl von Medikamenten zur Verfuegung; Jod, eine Salbe die mehr oder weniger desinfizierend war und Aspirin. Praktisch war der einzige Vorteil ins Lazarett zu kommen, dass man der Arbeit entkam, dass man vor Schlaegen sicher war. Dennoch mussten die Kranken gewisse leichte Arbeiten verrichten, z.B. Kartoffelschaelen. Sie wurden auch manchmal von den Sanitaetern und von Oberleutnant PRAUSS gepruegelt.

5. Verhoere. Folterkammer.

Alle Gefangenen, die in Breendonck verhoert wurden, wurden mit sehr wenigen Ausnahmen gepruegelt und misshandelt. Es war eigentlich nicht noetig, verhoert zu werden um gepruegelt zu werden, da die Internierten bei ihrer Ankunft im Lager, waehrend sie durch MUELLERs Buero durchkamen, wo man ihnen alle ihre Habseligkeiten abnahm, regelmaessig mit der Faust oder Peitsche von der SS geschlagen wurden. Dieser Vorgang hatte ohne Zweifel das Ziel, dem Gefangenen gleich bei seiner Ankunft im Lager Furcht einzufloessen.

Wenn es sich um ein Verhoer handelte, benutzte man, je nach dem Fall und der Laune der Polizei und SS Agenten, die verschiedensten Mittel, um Leiden zu verursachen und um Furcht einzufloessen.

Darum war es, dass im Verlauf der Monate August und September 1942 auf Befehl von Leutnant PRAUSS und Major SCHMIDT die von der SS als Bunker bezeichnete Folterkammer eingerichtet wurde.

Die Gefangenen, die durch die Folterkammern hindurchgingen, wurden den raffiniertesten Folterungen unterworfen. Am Anfang wurden sie immer ausgezogen. Mit den Haenden hinter dem Ruecken, wurden sie mittels eines an ihre Handschellen gebundenen und durch einen Flaschenzug passierenden Seils vom Boden hinaufgezogen. Diese Stellung verursachte fuerchterliche Schmerzen in den Schultern und Handgelenken. Waehrend sie auf diese Weise hingen, schlugen die SS und Gehorsamsmaenner auf sie ein, wobei sie sich gegenseitig abloesten (besonders Leutnant PRAUSS und die flaemischen SS Leute WYSS und DE BODT).

B 49084

H4509 – 0046

Eine Anzahl Bretter war unter dem Flaschenzug derartig aufgebaut, dass sie einen scharfen Winkel bildeten, so dass, wenn der Strick ausgelassen wurde, die Gefangenen mit ihrem ganzen Gewicht auf diese Bretter stuerzten, die ihnen die Kniee zerschmetterten. Oft wurden auch die Internierten mit dem Bauch nach unten ueber einen Tisch gelegt und gefesselt; in dieser Lage wurden sie dann unbarmherzig geschlagen bis dass sie gestanden oder das Bewusstsein verloren. Internierte wurden auch auf ein mit Naegeln versehenes Brett geworfen; ein fruehrer Gefangener gibt an, dass in dieser Lage der Major SCHMIDT, Leutnant PRAUSS und die SS Maenner WYSS und DE BODT auf ihnen herumtrampelten bis er das Bewusstsein verlor. Demselben Gefangenen (M.VANHOORDE, der dreimal die Folterkammer durchmachte) versengte man die Fuesse mit heissem Dampf, wodurch sich in den folgenden Tagen aeusserst schmerzhafte Blasen entwickelten. Man legte ihm einen Strick um den Kopf an dem ein Stock befestigt war und presste ihm durch Drehen den Schaedel zusammen. Frau PAQUET machte Bekanntschaft mit der Fingerpresse. Nachdem sie in das Gefaengnis St. Gille ueberfuehrt worden war, fielen ihr die Naegel aus. Andere wieder wurden an den empfindlichsten Stellen des Koerpers elektrisiert (Diese Marter scheint im Besonderen gegen M. SEVENS Vertreter des koeniglichen Staatsanwalt (Substitut du Procureur du Roi) zu Antwerpen, verwendet worden zu sein; er ist im Jahre 1944 an den Folgen der Folterung gestorben). Die Vernehmungen in der Folterkammer waren von verschiedener Laenge (manche Vernehmungen dauerten fuenf Stunden). Die Folterer hoerten gewoehnlicherweise nur auf, wenn der Gefolterte in Ohnmach fiel. In solchen Faellen gab der gewoehnlich bei den Vernehmungen anwesende Sanitaeter dem Patienten eine Spritze um ihn wieder zum Leben zu bringen, wenn man sich nicht damit begnuegte kaltes Wasser ueber ihn zu schuetten.

Es kam auch vor, dass der Gefangene vor oder nach dem Passieren durch den Bunker stundenlang, mit den Haenden mittels amerikanischer Handschellen unter dem Gesaess befestigt, in hockender Stellung bleiben musste. M. LAOROIX hat diese Folterung von 4 Uhr nachmittags bis um 11 Uhr fruch durchgemacht; M. VAN HOORDE ist nach einem Verhoer 24 Stunden lang in dieser Stellung geblieben.

Es ist uns unmoeglich, die Zahl derjenigen, die durch die Folterkammer durchgegangen sind, festzustellen, oder herauszufinden, wie viele an den Folgen gestorben sind. Es genuegt , zu sagen, dass die Gefangenen sowohl am Tage wie in der Nacht die Schmerzensschreie der im Bunker Leidenden hoerten.

Der flaemische SS Mann DE SAFFEL macht uns eine interessante Aussage ueber den Durchgang der Gefangenen durch die Folterkammer. Es ergibt sich, dass es gewoehnlich Gestapoagenten aus Bruessel, Charleroi (MUELLER) oder Antwerpen waren, die das Verhoer leiteten. Wenn sie keine Genehmigung zum Foltern hatten, telegraphierten sie direkt an die Gestapo-Stelle Bruessel, die die Akte des Gefangenen immer besass, um zu fragen, ob sie foltern duerften. In Bruessel beantwortete der Standartenfuehrer DR. CANARIES gewoehnlich bejahend; spaeter war es Obersturmbannfuehrer EHLERS, und in den letzten Monaten bis zum August 1944 wieder DR. CANARIES.

Es scheint aber, dass im Jahre 1944, auf Befehl des Majors SCHOENWETTERs, die Benutzung der Folterkammer ohne Befehl von ausserhalb verboten wurde. Wenn man den Aussagen des SS Mannes DE SAFFEL glauben

49085

H4509 - 0047

darf, hat SCHOENWETTER verlangt, dass PRAUSS ihm die Schluessel des Bunkers gebe, um ihn daran zu verhindern, die Internierten auf seine Initiative dahin zu fuehren. M. VAN DEUREN, frueherer Gefangener, der in der Folterkammer gewisse Arbeiten verrichtete, sagt aus, dass am Ende des Jahres 1943 ein im Bunker vergessener Gefangener dort tot aufgefunden wurde. Er hing am Flaschenzug. Es war vielleicht dieser Vorfall, der den Major SCHOENWETTER dazu bewog, groessere Verhuetungsmassnahmen als sein Vorgaenger, Major SCHMIDT, zu nehmen. Man muss feststellen, dass die Mehrheit, der durch den Bunker passierten Internierten "Arrestanten" waren, das heisst geheime Zellengefangene.

Wer waren die deutschen und Flaemischen SS Leute des Lagers Breendonck, die an den in der Folterkammer begangenen Greueltaten teilnahmen? Der SS Mann WYSS sagt aus, dass alle Deutschen mit der Ausnahme von WILLEMS, EHLERT und HERTEL im Bunker zugegen waren. Es steht jedenfalls unumstoesslich fest, dass Major SCHMIDT, Leutnant PRAUSS und Oberleutnant KACHUSTER zu den Hauptfolterern in der Folterkammer gehoerten. Es ist sogar sicher dass Leutnant PRAUSS sowie die flaemischen SS Leute WYSS und DE BODT stets zugegen waren. Ob Major SCHOENWETTER, der Nachfolger von SCHMIDT selbst Greueltaten angeordnet oder ausgefuehrt hat ist nicht erwiesen. Es ist aber wahrscheinlich, dass er waehrend gewisser Vernehmungen zugegen war. Wir besitzen jedoch keine ganz genauen Angaben ueber seine Einstellung.

6. Die Hinrichtungen.

Sehr wenige von den in Breendonck Erschossenen wurden auf Grund eines Gerichtsurteils hingerichtet. Breendonck war ein Geiselreservelager, aus dem die Deutschen ohne Unterlass schoepften und Unschuldige hinopferten, weil sie ausser Stande waren, der Widerstandsbewegung ein Ende zu setzen.

Am Abend vor einer Hinrichtung mussten etwa ein Dutzend Gefangene die Sandschicht um die Hinrichtungspfaehle herum neu aufschuetten und die Blutflecke von der letzten Hinrichtung verwischen. Diese unheimliche Arbeit wurden von Spaessen der SS begleitet, die den Gefangenen erzaehlten, dass sie jetzt darankaemen und dass ihre Erschiessung vermutlich morgen stattfinden wuerde.

Am naechsten Morgen wurden alle Internierten in ihren Saelen eingesperrt. Im Hofe nahm das Wehrmachts - Erschiessungskommando unter der Fuehrung von uniformierten Offizieren Aufstellung. Alle SS Leute des Lagers waren da, um an dieser festlichen Gelegenheit teil zunehmen. Ein deutsches Wehrmachtsfahrzeug voll Saerge wartete. Nach einigen Minuten oeffnete ein SS Mann die Saele und rief die Nummern aus. Die so aufgerufenen Gefangenen traten heraus und sammelten sich in den Gaengen. Sie wurden dann auf wenige Minuten in ein Einzelzimmer gefuehrt, wo man ihnen manchmal die Gelegenheit gab, eine Zigarette zu rauchen oder ein paar Abschiedsworte an ihre Familie zu schreiben. Dann wurden sie in Zweiherreihen aufgestellt, mit einem Soldat zu jeder Seite (gewoehnlich wurden 10 Leute auf einmal erschossen). Dann marschierten sie zum Hinrichtungsplatz. Manchmal wurden die zum Tode Verurteilten noch auf diesem kurzen Weg geschlagen weil sie nicht Schritt hielten. Arthur VAN TILBORG kommunistischer Provinzialrat (Conseiller Provincial) fuer die Provinz Brabant wurde von Major SCHMIDT noch ein paar Minuten vor seiner Hinrichtung geschlagen. Nach der Hinrichtung des juedischen Internierten ORFINGER kam ein deutscher Offizier in sein Zimmer und zwang seine Kameraden

49086

H4509 – 0048

zu singen. Kranke Leute sind auch hingerichtet worden zum Beispiel ein Blinder und einer, der auf einer Tragbahre getragen werden musste.

Die Leiter und das Lagerpersonal feierten gewoehnlich Hinrichtungen durch die reichliche Einnahme von Getraenken in ihrer Kantine. Alle Insassen stimmen darin ueberein, dass an solchen Tagen ihre Unterdruecker sichtlich zufrieden waren.

Die Zahl der in Breendonck erschossenen Gefangenen, die wir auf etwa 450 festgestellt haben, umfasst eine Anzahl von ausserhalb hineingebrachter Personen, aber dagegengestellt sind Internierte aus Breendonck anderswo erschossen worden, z.B. im "Tir National". Was die Wahl der Geiseln anbelangt, so hat der SS Mann DE SAFFEL uns erklaert, dass eine erste Liste von Namen vom Sicherheitsdienst Bruessel dem General VAN FALKENHAUSEN vorgelegt wurde, dieser nahm seine Auswahl vor und die endgueltige Liste wurde nach Breendonck gesandt; wenn die Mehrheit der genannten Geiseln dem Lager Breendonck angehoerten, fand die Hinrichtung dort statt, wenn die Leute in Breendonck die Minderheit bildeten, so wurden sie an die Hinrichtungsstelle, wo sich die Majoritaet der Verurteilten befand, ueberfuehrt. Es kam aber oft vor, dass die genannten Geiseln alle in Breendonck interniert waren.

Wir haben gesehen, dass die Zahl der in Breendonck Aufgehaengten ungefaehr 12 betraegt. In dieser Beziehung ist das einzige, was wir mit Gewissheit feststellen koennen, dass die Galgen im Mai 1943 errichtet wurden und zum ersten Mal zur Hinrichtung von Fraiteur, Raskin und Derthulot, die den Verraeter Colin hingerichtet hatten, benutzt wurde (10. Mai 1943). Spaeter scheint es nach den Aussagen des SS Mannes DE SAFFEL, dass 6 Franzosen, die in Breendonck selbst verurteilt wurden, sofort nach dem Ausspruch des Urteils dort aufgehaengt wurden. Wahrscheinlich wurden 3 andere Personen aufgehaengt, aber wir haben keine Angaben ueber ihre Personalien, und das Datum ihrer Hinrichtung.

ZUSAMMENFASSUNG.

Es ist nicht uebertrieben zu sagen, dass das Lager Breendonck wirklich eine Hoelle war. Der flaemische SS Mann WYSS fand Vergnuegen daran, den neuen Internierten zu sagen; "Het is hier de hol, en ik ben de duivel" (Es ist hier die Hoelle, und ich bin der Teufel). Die Internierten von Breendonck haben tatsaechlich den tiefsten Punkt des menschlichen Leidens und Elends erreicht. Nichts blieb ihnen erspart: Schlaege und die schlimmsten Leiden, Hunger, Kaelte, Erniedrigung, Ungewissheit ueber die Zukunft. Sie haben sowohl moralisch als auch koerperlich gelitten. Der geringsten Laune ihrer blutigen Aufseher ausgesetzt zu sein, war ein graessliches Gefuehl, denn man musste alles in Kauf nehmen, ohne auch nur ein Zeichen des Protestes andeuten zu koennen. Mann musste sich, ohne jede Empfindung zu zeigen, erniedrigen lassen. Es kam oft vor, dass man bei der Ermordung seines besten Kameraden zugegen sein musste, ohne ihm die kleinste Hilfe leisten zu koennen. Der mutigste Mann fuehlte sich voellig machtlos; er war wirklich zum Niveau eines Tieres herabgesetzt. Zu jeder Zeit fuehlte der Gefangene in Breendonck die Drohung auf sich lasten, getoetet zu werden. Es genuegte tatsaechlich einfach, dass sich einer gegen seine Folterer empoerte, um ihn unter Schlaegen und den raffiniertesten Folterungen zugrunde gehen zu lassen. Am naechsten Tag konnte der Zufall seinen Namen auf die Liste der zu erschiessenden Geiseln setzen. Waehrend

49087

H4509 – 0049

er seine noch verbleibenden Kraefte bei harter Arbeit an der Arbeitsstelle erschoepfte, konnte man jeden Augenblick seinen Namen ausrufen, um zum Verhoer im "Bunker" zu erscheinen. Man musste stachlerne Nerven haben, um der dauernden Spannung zu wiederstehen, der die Gefangenen von Breendonck ausgesetzt waren. Wenn man ihren aeussers schwachen koerperlichen Zustand beruecksichtigt, wird man die Wunder der Willenskraft verstehen, die sie aufbringen mussten, um nichts unwiderrufliches zu tun, und um sich nicht zu Verzweiflungshandlungen hinreissen zu lassen.

Die Ex - Insassen von Breendonck, von denen viele die deutschen Konzentrationslager Buchenwald, Neuengamme, Oranienburg u.s.w. kennengelernt haben, geben im Allgemeinen an, dass das Leben in Breendonck, sowohl was die Disziplin wie auch die Ernaehrung angeht, schlimmer war. Sie fuegen hinzu, dass in den viel groesseren deutschen Laegern sie sich weniger unter der Willkuer ihrer Aufseher fuehlten und ihr Leben weniger in Gefahr glaubten.

Die Zahlen die wir angegeben haben bezueglich der Opfer, muessen als Minimum angesehen werden. Wir zitieren nur das Beispiel des M.VERHEIST-TREATEN , eines frueheren Insassen, der angibt, in Dezember 1942 und Januar 1943 120 Leichen aufgebahrt zu haben. Wenn man die Hinrichtungen vom 6. und 13. Januar, die jeweils 20 Leuten das Leben gekostet haben, in Betracht zieht, muss man doch noch immer rechnen, dass in zwei Monaten 80 Personen an Krankheit und Misshandlungen umgekommen sind. Fuer die anderen Zeitspannen besitzen wir leider keine so genaue Angaben.

Wer ist verantwortlich fuer die Schreckensherrschaft in Breendonck? Die deutsche Lagerleitung und das gesamte SS Personal stehen augenscheinlich unter Anklage. Sie alle haben eine aktive Rolle in der Organisation und de Durchfuehrung der Disziplin gespielt. Die Schuld der beiden Kommandanten, Major SCHMIDT und SCHOENWETTER wiegt besonders schwer. Scheint es auch als habe sich das Leben unter dem Kommandanten SCHOENWETTER ein klein wenig gebessert, so ist es doch augenscheinlich, dass waehrend seiner Anwesenheit viele Menschen an den Folgen von Misshandlungen starben. Gleichzeitig hat jedoh die Verbesserung der Ernaehrung, dank der Taetigkeit einer belgischen Hilfsorganisation, einen gewissen Rueckgang der Sterblichkeitsziffer zuwege gebracht.

Wir glauben nicht, dass es notwendig ist, die Schuld der engeren Leitung zu unterstreichen. Es muss aber betont werden, dass sich an der Quelle der Greueltaten des Lagers Breendonck die Polizeiorganisation des hitlerschen Reichs befand. Das Lager Breendonck ist das Werk der geheimen Staatspolizei, die ihrerseits das Meisterstueck des Nazisystems bildete. Das Personal dieser Organisation setzte sich aus dem Abschaum des deutschen Volkes und der besetzten Laender zusammen. Ist es nicht bemerkenswert, dass die belgische, rumaenische und ungarische SS genau so blutdurstig waren wie ihre deutschen Lehrmeister? Zweifelsohne waren diese Formationen einer Spezialausbildung ausgesetzt, durch die ihnen die raffiniertesten Unterdrueckungsmethoden eingeimpft wurden.

Man muss nicht aus dem Auge verlieren, dass der obersten Reichsleitung nichts unbekannt war, was sich auf oertlicher Stufe abspielte, denn die gesamte militaerische, politische und polizeiliche Organisation des Nazisystems war bis zum Aeussesten zentralisiert. Das Lager Breendonck ist eine logische Ausgeburt des Nationalsozialismus. Die Nazifuehrer tragen dafuer die Hauptverantwortung.

Quellenangabe:

19 seitiger Bericht des Praesidenten der belgischen Kriegsverbrechenskommission.

49088

H4509 - 0050

KAPITEL II

Ermordung und Misshandlung von Zivilpersonen durch die deutsche Polizei

Die deutsche Polizei, ob es sich um Gestapo, Geheime Feldpolizei, Sicherheitspolizei oder irgendeine andere aehnliche Organisation handelt, hat sich ueberall in Belgien mit derselben Brutalitaet und Unmenschlichkeit benommen; sie hat auch dieselben Folterungsmethoden benutzt, um den Personen, die sie verhaftet hatten, Gestaendnisse abzuzwingen. Es gibt also keinen Zweifel darueber, dass die barbarischen Methoden, die sie benutzten, durch hoehere Instanzen vorbereitet und vorgeschrieben wurden.

Wenn die Angehoerigen der Gestapo und der anderen Polizei Organisationen die unsere Mitbuerger folterten und brutal behandelten, zur Verantwortung gezogen werden, so sind die fuehrenden Nazis, die diese Polizei und die Methoden, die sie benutzen sollten, organisierten, auch im ersten Grade verantwortlich. Die zahllosen Belgier, die unter den verschiedensten Vorwaenden, Spionage fuer die Alliierten, Verteilung heimlicher Zeitungen usw. usw. von der deutschen Polizei verhaftet wurden, haben mehr oder weniger identische Erfahrungen gemacht.

In allen grossen Staedten Belgiens haben die Gestapo und die anderen deutschen Polizeibehoerden gleich vom Anfang der Besetzung an mit derselben mitleidlosen Schaerfe und denselben barbarischen Methoden gewuetet.

Wir werden besonders auf das, was sich in Bruessel abgespielt hat hinweisen, aber man darf nicht aus dem Auge lassen, dass in Antwerpen, Mons, Luettich und vielen anderen Staedten Belgiens identische Verbrechen begangen wurden, worueber viele der Betroffenen unwiderlegbares Zeugnis ablegen koennen.

In Bruessel war die geheime Feldpolizei in einem Haus in der Rue Traversiere. Verhoere von Verhafteten fanden in verschiedenen Zimmern des Hauses statt. Auf dem dritten Stock war eine extra eingerichtete Folterkammer.

Die Verhafteten wurden oefters in einem besonderen Gefaengnis der geheimen Feldpolizei untergebracht. Dort gab es kleine Zellen, in die kein Tageslicht hineinfiel. Aus diesen Zellen zerrte man sie heraus um sie, oft Tag ueber Tag, in den Bueros der Rue Traversiere zu verhoeren.

Oft regnete es schon vor Anbeginn des Verhoeres Schlaege. Die Absicht war die Gefangenen in den geeigneten Gemuetszustand fuer Eingestaendnisse und Angaben zu versetzen.

Faustschlaege, Ohrfeigen, Stock und Knueppelschlaege sausen auf die Ungluecksseligen nieder im Moment, wo sie die Bueros betreten.

Aber ihre groesste Grausamkeit zeigten die Deutschen waehrend der Verhoere.

Wer nicht eingestehn will, wird systematisch misshandelt. Alle

49089

H4509 – 0051

Zeugen stimmen darin ueberein.

Gefangene werden auf alle moegliche Weise geschlagen: Man traktiert sie mit Faustst oessen, Fusstritten, Knueppel, Peitschen, Stock, Ochsenziemer und manchmal mit Gewehrkolbenschlaegen.

Mehreren Gefangenen wurde der Unterkiefer ausgerenkt und die Zaehne eingeschlagen. Oefters werden sie bis zur Bewusstlosigkeit geschlagen. In solchen Faellen bringt man sie wieder zu sich, indem man ihnen literweise Wasser ueber den Kopf schuettete. Und dann fingen die Quaelereien von vorne an. Die Gefangenen mussten manchmal stundenlang strammstehnen, ohne sich zu bewegen. Bei der geringsten Bewegung regnete es Schlaege.

In der Hoffnung endlich den Gefangenen Eingestaendnisse abzuzwingen, war keine Raffiniertheit zu gross: man zwang die Leute barfuss zu gehen, man peitschte ihre Zehen mit einem biegsamen Stoeckchen, einem anderen schlug man auf die Fusssohlen mit einem Ochsenziemer.

Einige andere Foltern wurden regelmaessig benutzt: man band eine kleine Kette um das Handgelenk eines Gefangenen und spannte es allmaehlich an, bis sich die Glieder der Kette in die Haut einfrassen. Oder man band eine nasse Serviette um den Kopf und steckte einen Eisenstab in den Knoten, den man drehte, so dass die Serviette immer enger wurde.

Im Saale im dritten Stock erwarteten die Ungluecklichen, denen man keine Gestaendnisse hatte abringen koennen, noch schlimmere Foltern. Man tauchte den Kopf mehrere Male in ein Becken mit kaltem Wasser. Man haengte die Ungluecklichen an den Fuessen mit einem Seil, das ueber einen an der Decke angebrachten Flaschenzug lief, auf. Man liess allmaehlich los, so dass der Betreffende auf den Kopf fiel. Dann band man ihn mit den Handgelenken an das Seil und in dieser Stellung verpruegelte man ihn mit der Faust oder mit Keulen. Wenn der Gefangene ohnmaechtig wurde, so tauchte man ihn vollbekleidet in ein Bad mit kaltem Wasser. Sowie er wieder zu sich kam, fing das Verhoer von neuem an, ohne dass er sich abtrocknen konnte.

Gewisse Foltern erinnern ausserordentlich an die des Mittelalters.

Gefangene wurden flach auf ihren Bauch auf einen Tisch gelgt, und mit Seilen festgebunden. Man verpruegelt sie dann entweder mit Knueppeln oder mit Peitschen oder Ochsenziemern. Oder man konnte die auf dem Tisch festgebundenen Personen mittels eines Systemes von Winden zerreisen.

Man sieht, dass es eine systematische Organisation gab, eine gut eingerichtete Methode, um Gefangene durch Foltern zur Sprache zu bringen.

Es ist nicht noetig zu sagen, dass das, was in den Dienststellen der Geheimen Feldpolizei vorging, sich vielleicht auf einem noch groesseren Umfang in der Gestapostelle in Bruessel abspielte, die in den grossen Haeusern der Luisenallee unterbracht war.

Die Verhoere ueber Personalien waren, wenn wir uns so ausdruecken duerfen, mit Faust oder Knueppelschlaegen, besonders Faustschlaegen, interpunktiert. In vielen Faellen wurden den Betreffenden hier auch Zaehne ausgeschlagen und Unterkiefer ausgerenkt usw.

B 49090

H4509 – 0052

Waehrend des Verhoeres sind die Folterknechte anwesend. Wenn der Verhoerte nicht zur Zufriedenheit der Gestapo aussagt, heisst man die Folterknechte in Aktion treten. Oft sind zwei davon zugegen. Sie schlagen die Opfer, die sich oft voellig ausziehen muessen, mit Knueppeln, mit den Faeusten, mit den Fuessen usw., bis sie das Bewusstsein verlieren. Danach erklaert der Vernehmungsoffizier dass er, da der Verhoerte nicht reden will, genoetigt sei, Zwangsmittel zu ergreifen (sic!)

Und saemtliche Zwangsmittel, d.h. Folterinstrumente, werden verwendet. Die Folterinstrumente, die eine systematische Anwendung einer von oben diktierten und mit Grausamkeit und Atavismus von der Polizei ausgefuehrten Methode zeugen, sind vorhanden.

Nackenschlaege werden mit einem Eisenstab verabreicht; Finger werden in Daumschrauben gelegt und zerquetscht; ein anderes Instrument, das Metallspitzen besitzt, arbeitet auf elektrische Weise. Die elektrisch geladenen Spitzen werden mit dem Koerper des Patienten in Beruehrung gebracht, wo sie aeusserst schmerzhafte Verbrennungen hervorrufen.

Diese barbarischen Methoden wurden in zahllosen Staedten angewandt, unter anderem von der Antwerpener Sicherheitspolizei. Und hierin sind noch nicht einmal die gewoehnlichen anderen Methoden inbegriffen: Wiederholtes Untertauchen des Kopfes in kaltes Wasser, langes Warten in Zellen ohne Nahrung usw.

Tatsaechlich koennen wir sagen, dass kein einziger der Leute die verhaftet und der Gestapo ausgehaendigt waren, Misshandlungen und Folterm entgangen ist.....

In Bruessel hatten die Deutschen auch eine Geheime Feldpolizei, Luftwaffe, die in einem Haus am Boulevard Brand - Withlock einquartiert war.

Viele Leute sind im Laufe der durch diese Polizei durchgefuehrten Verhoere geschlagen worden.

Wie wir schon gesagt haben, die Behandlung war faktisch die gleiche in allen Staedten in denen die Deutschen ihre Polizeistellen aufgemacht hatten.

Die Behandlung war bei der deutschen Polizei in Luettich und Antwerpen kaum besser.

Viele Akten werden durchsucht, die zeigen werden, dass in noch vielen anderen Staedten Belgiens dieselben Methoden die Regel waren.

Aber die bis heute zusammengesuchten Zeugnisse genuegen schon dafuer, eine zerschmetternde Anklage gegen die deutschen Polizeiagenten sowie gegen diejenigen, die die von diesen Agenten benuetzten barbarischen Methoden einfuehrten und organisierten.

Quellenangabe.

1. Von M. Antoine Delfosse Vizepraesident der belgischen Kriegsverbrechen

49091

H4509 – 0053

Kommission ueberreichter 30 Seiten langer Bericht.

2. Vom Buero des Staatsanwalts (Procureur de roi) von Antwerpen ueberreichter 67 Seiten langer Bericht ueber die Sicherheitspolizei und den SD.

49692

H4509 – 0054

KAPITEL III.

BERICHT UEBER DIE VON DEN DEUTSCHEN BEI DER BEFREIUNG BELGIENS IM JAHRE 1944 BEGANGENEN GREUELTATEN UND VERBRECHEN.

Die von der belgischen Kriegsverbrechen Kommission aufgestellten Berichte stellen fest, dass es sich in diesem Bericht nicht um die einzelnen Verbrechen, die entweder von einfachen Soldaten oder selbst von Offizieren begangen wurden, sondern eigentlich um die Ausfuehrung eines vorher entworfenen Planes handelt.

Dies ergibt sich besonders daraus, dass im ganzen Lande:

1.) Jeder von dem man vermutete, dass er ein Teilnehmer der Resistenzbewegung war, ohne Untersuchung getoetet wurde;
2.) und aus der Aehnlichkeit der Vergeltungsmassnahmen, die auf die Streiche der Resistenz folgten.
3.) Der unerbittlichen Methode des gegen die Widerstandsbewegung gefuehrten Kampfes und der Behandlung der Kriegsgefangenen die im Gefolge dieses Kampfes gemacht wurden.

Diese Data beweisen die Schuld der obersten Nazifuehrung.

Quellenangabe:

9-seitiger Bericht, zusammengestellt vom Praesidenten der belgischen Kriegsverbrechenkommission. 83-seitiger Bericht des Informationsministeriums (Ministere de l'Information).

682
49693

H4509 – 0055

KAPITEL IV.

BERICHT UEBER DIE DEPORTATIONEN AUS BELGIEN.

Die Feststellung der Zahl der aus Belgien nach Deutschland verschleppten Personen ist vom Zentralstatistikamt ausgefuehrt worden.

Die Zahl der Verschleppten, nach Kategorien eingeteilt, sieht wie folgt aus:

Kriegsgefangene	62.039
Politische Gefangene und Geiseln	17.915
Fluechtlinge und Evakuierte	14.920
Zwangsarbeiter	79.309
Arbeitsverweigerer	10.353
Auslaender aus den Feindstaaten Deutschl.	77.157
Verschiedene (die die Kategorie nicht angedeutet haben, der sie angehoeren)	5.457
Gesamtzahl	197.150

Diese Zahl ist kleiner als die wahre, und muss nach den Angaben des Ministers fuer Kriegsopfer um 30 - 40.000 erhoeht werden. Ferner muss man der Zahl von 17.915 belgischen politischen Gefangenen und Geiseln etwa 20.000 Personen der juedischen Rasse zurechnen, die in Belgien wohnten ohne belgische Nationalitaet zu besitzen.

Die Gesamtzahl der Verschleppten mit Ausnahme der Kriegsgefangenen erhoeht sich also auf ungefaehr 190.000; bei Einrechnung der Kriegsgefangenen erhoeht sie sich auf etwa 250.000.

Auf den ersten Blick erscheint die Ziffer sehr reduziert. Dieses erklaert sich:

1. Aus Sabotieren der Massnahmen der Besatzungsmacht durch die oertlichen belgischen Behoerden;

2. Aus den Fluchtfaellen: In Faellen, wo eine Anzahl Belgier zum Zweck der Deportation aufgerufen wurden, stellte sich nur sehr wenige am Abgangsort ein, andere ergriffen die Flucht vor Erreichen der deutschen Grenze, andere kehrten zu Ende ihres ersten Urlaubs nicht nach Deutschland zurueck, und endlich entzogen sich welche der Deportation durch die Flucht, beguenstigt durch die von den Bombenangriffen hervorgerufene Verwirrung;

3. Aus den Bemuehungen von Privatunternehmen und der oeffentlichen Verwaltung die Deportationen aus der Zahl ihres Personals auf ein Minimum zu verringern;

Die am schwersten betroffene Gegend war das Hafenbecken von Antwerpen wo in einzelnen Gemeinden bis zu 18.09 % der Bevoelkerung nach Deutschland deportiert wurden.

Ausserdem muss erwaehnt werden, dass von den Deportationen gewoehnlich Personen zwischen 20 und 30 Jahren und im besonderen Masse zwischen 20 und 25 Jahren betroffen wurden.

49094

H4509 – 0056

Verantwortlich fuer die Massendeportationen sind:

1. HITLER, Adolf;
2. LAMMERS, Hans Heinrich, Chef der Reichskanzlei und Sekretaer des Kriegskabinetts;
3. KEITEL, Wilhelm, Chef des Oberkommandos der Wehrmacht.

Diese drei unterzeichneten die Verordnung vom 21. Maerz 1942, die die Mobilisierung aller menschlichen Kraefte im Interesse der Gesamtkriegswirtschaft und im besonderen der Bewaffnung bezweckte. Diese Verordnung fuehrte den Arbeitseinsatz sowohl fuer Maenner wie fuer Frauen ein und bezog sich auch auf Auslaender, gleichwohl ob sie sich in Deutschland oder in einem der besetzten Laender befanden.

4. SAUCKEL, Fritz, Reichsstatthalter und Gauleiter war dazu ausersehen, diesen Arbeitseinsatz durchzufuehren. Seine Taetigkeit war sehr ausgedehnt und seine Eingriffe waren zahlreich. Zunaechst erlies er am 29. August 1942 eine Bestimmung in der unter anderem niedergelegt war, dass der verfuegbare Arbeitseinsatz aus den besetzten Gebieten innerster Linie zur Erfuellung der Kriegsaufgaben im Reiche selbst verwandt wuerde.
5. GOERING, Herman, Bevollmaechtigter fuer den "Vierjahresplan", der unter diesem Titel einer der Mit-erfinder der Deportationen ist. Am 27. Maerz 1942 erliess er eine Ausfuehrungsbestimmung.
6. SPEER, Albert, Reichsminister fuer Kriegsruestung. Man muss weiter erwaehnen, dass er es war, der die Verordnung vom 3. 12. 43 unterzeichnete, die die Maximalausnuetzung der Industrie der besetzten Gebiete fuer die Ruestungs- und Kriegsmaterialproduktion anordnete.
7. TIMM, DR., Chef des Zentralamtes fuer den Arbeitseinsatz.
8. PEUCKERT, Staatsrat, Abgeordneter fuer die besetzten Ostgebiete.
9. HILDEBRANDT, DR., Ministerialrat, der Arbeitsfuehrung beigegeben.

Die drei letzten waren hoehere Beamte, die direkt unter SAUCKELs Befehl arbeiteten. Ihre Verantwortlichkeit ist wirklich begruendet, denn sie sollen das Kriegsverdienstkreuz auf Vorschlag Sauckels erhalten haben und zwar als Lohn fuer ihre Verdienste bei Durchsetzung der Mobilisierung der Arbeitspotentiale zugunsten der deutschen Kriegsindustrie.

10. GOEBBELS, als Bevollmaechtigter fuer den Kriegseinsatz.
11. BORMANN, Chef der Fuehrerkanzlei, in der Verordnung vom 25. Juli 1944 beauftragt mit allen seinen Mitteln, und denen der Partei, die Anstrengungen GOEBBELSs zu unterstuetzen.

Was besonders Belgien angeht:

12. REEDER, Chef der Zivilverwaltung, hat den Zwangsarbeitseinsatz der in den Jahren 1922, 1923 und 1924 geborenen jungen Leute verordnet.
13. FALKENHAUSEN, von, der die Verordnung vom 6. 10. 42., grundlegendes Dokument fuer die Verschleppung der Belgier, unterzeichnete.
14. BRUNS, Generalmajor, hat eine Verordnung erlassen, die scharfe Massnahmen, nicht ur gegen diejenigen, die versuchten, sich der Zwangsarbeitsverordnung zu entziehen, sondern auch gegen ihre Familien, Frauen, Kinder, Besitz und gegen alle diejenigen, die ihnen dabei halfen sich davon zu entziehen, befohlen.

49095

H4509 – 0057

QUELLENANGABE:

1. 9-seitiger Bericht des Praesidenten der belgischen Kriegsverbrechenskommission
2. 2-seitiger Bericht des Informationsministeriums (Ministere de l' Information) verfasst durch das statistische Zentralbuero des Wirtschaftsministeriums (Office central de Statistique du Ministere des Affaires Economiques).

49096

H4509 - 0058

KAPITEL V

BERICHT UEBER DIE GERMANISIERUNG ("NAZIFIZIERUNG") DER BESETZTEN GEBIETE.

A. IM GEBIET EUPEN - MALMEDY.

Vom ersten Tage der Besatzung an wurde das Gebiet Eupen - Malmedy, das durch den Versailler Vertrag an Belgien abgetreten war, ohne weiteres von Deutschland dem Reich wieder einverleibt. Das herrschende belgische Recht wurde voellig aufgehoben, alle belgischen Einrichtungen wurden aufgeloest und deutsch wurde zur Amtssprache und zum Zwangsfach in den Schulen erklaert. Unter Verletzung des Artikel 43 der IV. Haager Landkriegsverordnung und des Versailler Vertrages, die von Deutschland unterzeichnet waren, wurde auf diese Weise das Gebiet Eupen - Malmedy vollstaendig germanisiert.

B. IM RESTLICHEN BELGISCHEN GEBIET.

Die deutsche interne Besatzungspolitik in Belgien bezweckte die nationalbelgischen Instanzen im nationalsozialistischen Sinne umzugestalten, d.h. aus Belgien einen den totalitaeren und autokratischen Staaten fast gleichen Staat zu machen.

Dieser Zweck wurde erreicht teils durch direktes persoenliches Eingreifen auf dem Verordnungsweg, teils durch Einschalten von Helfershelfern (General - Sekretaeren) nationalsozialistischer Anschauung.

I. DIREKTE AKTION.

Die Veraenderung der grundlegenden belgischen Institutionen hat zwei Seiten gehabt: 1. Radikale Veraenderung der schon existierenden Institutionen; und 2. Einfuehrung von Institutionen, die direkt von der anderen Seite des Rheins kamen und der Rechtsauffassung und den Traditionen Belgiens fremd waren, und die folglich vom Haager Vertrag Nr. 4 verboten waren.

(1.) Veraenderung schon existierender Einrichtungen.

(a) Verbot der parlamentarischen Taetigkeiten (Verordnung vom 18. 7. 40., die die Wiederaufnahme aller oeffentlichen Taetigkeit ohne Zustimmung des militaerischen Befehlshabers verbot), Paralisierung der Syndikate und Versetzung in den Ruhestand gewisser Beamten.

(b) Ermaechtigung der Generalsekretaere die Stadtverordneten und staendigen Abgeordneten zu ernennen (Verordnung vom 26/28.5.41. und 25/30.6.41) um nationalsozialistische Elemente in den Staatsmechanismus einzufuehren.

(c) Verbot der Justizgewalten die Rechtmaessigkeit der Verordnungen der Generalsekretaere zu ueberpruefen (Verordnung vom 14.5.42, die Artikel Nr. 107 der belgischen Verfassung verletzte).

(d) Aufloesung der Gemeinden und Schaffung grosser Koerperschaften, deren Fuehrer Beamte der Exekutivgewalt wurden (Verordnung vom 26.1.43, die Artikel Nr. 103 der belgischen Verfassung verletzte).

(e) Verordnungen vom 20.7.42 und vom 23.4.43, die die im deutschen Heere oder in der SS dienenden Belgier und die in Deutschland beschaeftigten belgischen Arbeiter von Steuer befreiten.

B 49097

H4509 – 0059

(II) EINFUEHRUNG NATIONALSOZIALISTISCHER EINRICHTUNGEN.

Viele solche Einrichtungen wurden in Belgien eingefuehrt, von denen wir folgende erwaehnen:

(a) Einfuehrung der nationalen Koerperschaft fuer Landwirtschaft und Verpflegung (Verordnung vom 27.8.40.). Indem die Einfuehrung dieser Koerperschaft der Freiheit des Zusammenarbeitens entgegengesetzt war und andere Zahlungen ausser den Steuern auferlegte, und den Mitgliedern Strafen auferlegte, hat sie die Artikel Nr. 9 und Nr. 20 der belgischen Verfassung verletzt.

(b) Die Errichtung von Warenzentralstellen (Verordnung vom 2.9.40 die das Recht an sich nehmen, Verordnungen herauszugeben und Strafen zu verhaengen, war auch eine Verletzung der belgischen Verfassung. Diese Einrichtungen hatten auch einen totalitaerischen Anschein, da ihre Leiter in ihren eigenen Sphaeren Vollmachten hatten.

(c) Einfuehrung von Verwaltungsgerichten zur Bekaempfung von Verstoessen gegen die Lebensmittel- und Preisgesetzgebung (Deutsche Verordnungen vom 23.12.40 und vom 2. 8. 1941) welche von dem belgischen Widerrufungsgericht ungueltig erklaert wurde (Verordnung vom 30. 3. 42). Diese Verordnung entzog den Angeklagten seinem natuerlichen Richter und uebergab ihn der Willkuer der beamteten Buergermeister und Statthalter.

B 49098

H4509 – 0060

II AKTIONEN DURCH EINSCHALTEN VON HELFESHELFERN.

(a) Einschälten der Deutschen eines ihrer ergebensten Agenten an der Spitze des Innenministeriums; diesem wurde das Recht Stadtverordnete, staendige Abgeordnete, Beamte u.s.w. zu ernennen zuerkannt und er machte hiervon Gebrauch um an geeigneten Stellen dem Feinde hoerige Kreaturen einzusetzen.

(b) Vorzeitige Pensionierung vieler Beamter (Verordnung vom 7. Maerz 1941), die durch deutschfreundliche ersetzt wurden.

DAS KULTURGEBIET.

Auf diesem Gebiete haben sich die belgischen Stellen hauptsaechlich mit dem deutschen Einfluss auf die Universitaeten befasst. Wenn auch tatsaechlich eine gewisse Zahl von Abaenderungen durch die Besatzungsmacht in den Lehrbuechern fuer Volks- und Mittelschulen vorgenommen wurde, war doch die Auswirkung in den belgischen Schulen ganz geringfuegig dank der patriotischen Einstellung der Lehrerschaft.

Auf dem Gebiet der hoeheren Bildung erlitten die belgischen Universitaeten nicht nur schwerwiegende materielle Verluste, (so zum Beispiel der Verlust der Loewener Universitaetsbibliothek, die im Jahre 1940 in Brand gesteckt und im Jahre 1944 bombardiert wurde, nachdem sie muehsam dank der Freigebigkeit des Auslandes nach dem Feuer im Jahre 1914 wieder aufgebaut worden war; Bombenabwurf auf die Luetticher Universitaet u.s.w.), sondern auch schweren moralischen Schaden durch das Eingreifen der Besatzungsmacht in die Universitaetsausbildung um eine ihr genehme Auffassung herbeizufuehren. Gluecklicherweise leisteten die belgischen Universitaeten der Besatzungsmacht einen derartigen Widerstand, dass die deutschen Versuche auf eine minimale Wirkung beschraenkt blieben. Dieser Widerstand der belgischen Elite wurde zum Symbol des belgischen Auftretens gegen den Angreifer. Er hat uebrigens auch fuer viele Proffessoren und Studenten zu schweren Folgen gefuehrt.

Alle vier Universitaeten Gent, Luettich, Loewen und Bruessel hatten unter der Besatzung zu leiden. In allen vieren wurden viele Professoren beurlaubt, oder entlassen, sogar verhaftet, in Gefaengsisse ueberfuehrt oder nach Deutschland deportiert.

Loewener

Der Rector der/Universitaet wurde zu 18 Monaten Zellenhaft verurteilt, und die Universitaet musste an das Reich bedingungslos die Summe von 2 Millionen Goldmark abtreten. Schliesslich wurde im Jahre 1943 die Universitaet gezwungen, den ersten Jahrgang in allen Fakultaeten zu schliessen.

Die Bruesseler Universitaet wurde noch schlimmer betroffen. Von Oktober 1940 an waren 14 Professoren entlassen und ein deutscher Kommissar ernannt worden, der jede politische Taetigkeit der Universitaet vereiteln sollte. Da sich die Unoversitaet weigerte, seinen Verlangen nachzukommen, musste sie am 24. November 1941 alle Lehrgaenge schliessen und der Vorsitzende des Studentenbundes (Praesident de l'Association des Etudiants) wurde verhaftet und nach Deutschland abtransportiert. Neun Mitglieder des Verwaltungsrates wurden in der Festung Huy gefangen gesetzt, wo sie drei Monate lang blieben und der Leiter der deutschen Militaerverwaltung setzte nicht nur die Professoren ab, sondern verbot ihnen sogar, die Universitaet oder Bibliothek zu betreten. Die Studenten wurden zur Zwangsarbeit nach Deutschland geschickt.

49099

H4509 – 0061

Wir moechten darauf hinweisen, dass ein Dutzend Universitaetsprofessoren waehrend der Besatzung umkamen, entweder durch Erschiessung oder in den Konzentrationslagern; 60 Studenten haben ebendrein dasselbe Schicksal geteilt.

Zum Schluss, im Monat der Befreiung, versuchten SS Truppen die Universitaet in Brand zu stecken, indem sie Brandbomben in die Keller wo ihre Munition aufgelagert war, hineinwarfen. Die Loyalitaet des unteren Personals war es allein, was eine Katastrophe verhinderte.

Auf der Universitaet Luettich gleichfalls wurden viele Professoren verhaftet und entweder in die Luetticher Zitadelle oder in der Festung von Huy interniert. Beim Rueckzug steckten die Deutschen einen Brand an, der die Sammlung der hoeheren Handelsschule zerstoerte und schritten so weit vor, die Feuerwehr und die Rettungsmannschaften, die den Brand zu loeschen versuchten, mit Maschinengewehren zu beschiessen.

QUELLENANGABE.

Vom Praesident der belgischen Kriegsverbrechen Kommission aufgezogener, 9 Seiten langer Bericht.

Vom Informationsministerium stammender, 29 Seiten langer Bericht.

K A P I T E L VI.

BERICHT UEBER DIE [illegible] WIRTSCHAFTLICHE AUSPLUENDERUNG BELGIENS DURCH DIE DEUTSCHEN.

Die belgische Kriegsverbrechen Kommission hat die gesamten finanziellen Lasten, die die Deutschen den belgischen Finanzwesen auferlegten, wie folgt berechnet:

85,3 Milliarden Franc fuer die sogenannten Besetzungskosten.
62,7 Milliarden Franc fuer das Kreditsaldo im Clearing.
1 480 Milliarden Franc.

Waehrend dieser 4 Jahre der Besetzung stiegen diese Lasten, was ihren Realwert anbelangt, in umgekehrten Verhaeltnis zu der Erschoepfung unserer Wirtschaft, dauernd an. Indem diese immer schwaecher wurde, und die Herstellung von Manufacturwaren fuer die Nationalwirtschaft, die Herstellung von Konsumwaren und der Verbrauch selber immer steigernden Einschraenkungen ausgesetzt waren, machten sich die vom Besetzer aufgezwungene Leistungen immer staerker fuehlbar, indem sie das Nationaleinkommen immer mehr zu Beisteuerungen und zu andauernd steigenden Entnahmen aus dem eigentlichen Grundbestande des Landes und von seinem Erbgut noetigten (Liquidierung und Nichtwiederherstellung von Reserven, Unzulaenglichkeit oder Fehlen von Amortisation oder Erneuerung von Werkzeugen, Beschlagnahmen von Maschinen und Vieh, unzulaengliche Bestellung von Ackerflaechen usw.....) zwangen

Diese Lasten haben eine staendige Gleichgewichtsstoerung des oeffentlichen Finanzwesens verursacht, die sich auf diese Weise in den Hauptindexen der finanziellen und valutamaessigen Lage Belgiens bemerkbar machten:

49100

H4509 – 0062

	August 1939	August 1944	Umlaufindex
Nationale Schuld	60,0 Milliarden	156,2 Milliarden	259
Notenumlauf (Belgische Nationalbank Noten)	26,9 "	100,9 "	375

Die belgische Kommission hat mit Hilfe der ihr zur Verfuegung stehenden unvollstaendigen und teilweisen Belegen die wirtschaftliche Ausbeutung Belgiens wie folgt ermittelt:

In Milliarden

	1940er Francs	1944 Francs
Industrie	2	15
Landwirtschaft	3	
Verkehrswesen	7	
Arbeitsdienst	zur Verrechnung	
	12	15

Im grossen Ganzen sieht die wirtschaftliche und finanzielle Ausbeutung Belgiens folgendermassen aus:

In Milliarden

	1940er Francs	1944er Francs
Finanzielle Ausbeutung		148
Wirtschaftliche Ausbeutung	12	15
	12	163

Wir muessen uns vor Augenhalten, dass die 148 Milliarden der finanziellen Ausbeutung von uns als Kriegsverbrechen angesehen werden, da die Summe von was eigentlich als Besatzungskosten angesehen werden muesste, durch die Verarmung des Landes aufgewogen ist, die sich schlecht in Geldwerten ausdruecken laesst.

Die 12 bis 15 Milliarden wirtschaftlicher Ausbeutung kann man dazuzahlen; sie haben kein Gegenstueck in den eigentlichen finanziellen Belastungen.

Und wenn wir uns auf ein Minimum beschraenken wollen, um die 12 Milliarden 1940er Francs in eigentliche Francs umwandeln ohne Zuschlag bezueglich der verminderten Kaufkraft, kommen wir zu dem Ergebnis, dass die Ausbeutung unserer Wirtschaft durch die Besatzungsmacht, was als Kriegsverbrechen rangiert,

Hundertundfuenfundsiebzig (175) Milliarden Francs

betraegt.

Quellenangabe:

19-seitiger Bericht des Praesidenten der belgischen Kriegsverbrechenkommission.

697

49101

H4509 – 0063

KAPITEL VII.

QUELLENANGABE ZU DIESEM BERICHT.

QUELLEN:

Nr. 1. Bericht ueber das Lager Breendonck vom Praesidenten der belgischen Kriegsverbrechen Kommission. Anlagen zu diesem Bericht.

Nr. 2. Bericht ueber die Verhoermethoden der deutschen Polizeiagenten vom Praesidenten der belgischen Kriegsverbrechen Kommission

Nr. 3. Aus dem Buero des Staatsanwaltes (Procureur du roi) von Antwerpen stammender Bericht ueber die Sicherheitspolizei und den SD.

Nr. 4. Bericht ueber die von den deutschen Truppen bei der Befreiung Belgiens im September 1944 begangenen Greueltaten und Verbrechen vom Praesident der belgischen Kriegsverbrechen Kommission.

Nr. 5. Aus dem Informationsministerium stammenden Anlagen zu dem Bericht ueber die von den deutschen Truppen bei der Befreiung Belgiens im September 1944 begangenen Greueltaten und Verbrechen.

Nr. 6. Bericht ueber die Verschleppung aus Belgien vom Praesidenten der belgischen Kriegsverbrechen Kommission.

Nr. 7. Vom Wirtschaftsministerium (Zentralstatistikamt) stammender Bericht ueber die Verschleppungen aus Belgien.

Nr. 8. Bericht ueber die Veraenderungen durch die Deutschen der nationalen Einrichtungen Belgiens vom Praesidenten der belgischen Kriegsverbrechen Kommission.

Nr. 9. Aus dem Informationsministerium stammender Bericht ueber die Germanisierung im Kulturgebiet.

Nr.10. Bericht ueber die wirtschaftliche Ausplunderung Belgiens durch die Deutschen vom Praesident der belgischen Kriegsverbrechen Kommission.

49102 698

H4509-0063A

RF- 329

H-4509

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL des GRANDS CRIMINELS de GUERRE
MINISTÈRE PUBLIC
DÉLÉGATION FRANÇAISE

RF 329 B

original

Filed Jan 25, 1946

U.K. 46 & RF 231 RF 329 B

DOC. R.F. N° 329

15

B 49041

H4509 – 0064